

REGARDS CROISES N°02

Dialogue intercongolais 1: points de vue des membres de Pole Institute

Éditorial

Pole Institute existe depuis 1997 et a comme objectif global de:
"Contribuer à la construction d'une société dans laquelle chacun trouve sa place et découvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification de valeurs positives communes."

Un de nos objectifs spécifiques est de:
"Contribuer à former un type nouveau de personne, indépendante d'esprit, enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde."

Le point d'ancrage de Pole Institute est le Kivu.

Les deux dernières années ont été riches en crises et perturbations dans notre région des Grands Lacs. Souvent il y a de fortes raisons de se décourager. Notre jeune Institut a l'impression de se noyer dans une marée de violence, de haine et d'exclusion. Pour nager à contre-courant il faut des énergies et des confiances mutuelles constamment entretenues et renouvelées. Nous sommes une institution qui lentement trouve ses marques et jusqu'à ce jour s'appuie essentiellement sur le travail bénévole de ses membres.

Depuis le mois de mai 1999, l'Institut s'est doté d'organes formalisés.

Dr Jonathan Lusi Kasereka est devenu Président de Pole Institute. Le Recteur de l'Université Evangélique en Afrique, professeur Murhega Mashanda, en est le Vice-Président. Jean-Pierre Lindiro Kabirigi en est le Manager.

Le siège de Pole Institute est à Goma où un bureau est en train d'être mis en place. En dépit de tous les obstacles et évolutions dans la région, nous estimons avoir fait un petit bout de chemin vers nos objectifs. Ce numéro de **Regards Croisés** en est la preuve vivante. Les membres de Pole y croisent leurs regards sur le "dialogue intercongolais" ou "débat national" annoncé par les accords de Lusaka. On y décèle bien les différentes identités des uns et des autres, les préoccupations de leurs communautés, mais - sans que nous l'ayons prévu ou arrangé - il y a aussi une trame de fonds commune:

presque tous les auteurs sont persuadés, chacun à partir de sa place dans cette société, que les problèmes ne peuvent se régler qu'à partir d'un dialogue local incluant les différentes communautés. Plusieurs fois ils ont eu l'expérience que des débats qui se

déroulent à Kinshasa, des décisions qui y sont prises, restent au mieux lettre morte, au pire aggravent leur situation. De même, les décisions prises dans des capitales étrangères, soient-elles africaines, ne peuvent résoudre les conflits si elles ne prennent pas en considération les populations locales. Jusqu'à quand le Congo restera-t-il un "Congo des Comptoirs" où les plus forts peuvent se servir à volonté?

Il s'y ajoute que tous les auteurs sont unanimes qu'un dialogue intercongolais qui mérite ce nom devrait se centrer autour des questions suivantes:

- État de Droit
- Stabilité
- Développement.

Mais comment y arriver en partant du bas vers le haut?

Nous avons également constaté qu'il devient de plus en plus impératif de ne pas laisser aux seuls experts européens et américains le soin d'écrire l'histoire/les histoires de notre région. Dans les débats du comité de rédaction sur les articles de ce numéro, il est devenu apparent combien un colloque et un numéro spécial sur le croisement des regards sur l'histoire de la région vue à partir des différentes communautés seraient urgents et utiles. L'objectif serait entre autres de faire le tri entre rumeurs, allégations et manipulations d'un côté, et analyses divergentes, ainsi que sources contradictoires de l'autre.

Nous restons persuadés qu'une paix véritable ne peut se construire sur les manipulations, les tabous, les impunités et les rancunes cachées.

Nous souhaitons contribuer à ce que les différentes communautés de notre région arrivent à s'exprimer de façon constructive et assurent un avenir digne de ce nom à leurs enfants.

La Rédaction

*Murhega Mashanda
Kisangani Endanda
Christiane Kayser
Aloys Tegera)*

Goma, le 21 septembre 1999

Dialogue national en RDC :

Dialogue ‘léonin’ ou dialogue ‘d’existence’ ?

1. Dialogue national : quid ?

Lors des négociations de cessez-le-feu à Lusaka entre les belligérants, les négociateurs congolais et non congolais semblent avoir unanimement accepté le dialogue national (DN) comme une phase décisive du calendrier vers une bonne gouvernance en République Démocratique du Congo (RDC). Comme ce sont essentiellement les tenants de la guerre qui se sont déclarés favorables à cela, on peut penser qu’il pourra en être ainsi, bien qu’il ne faille pas oublier que c’est une option fondamentalement en contradiction avec leurs démarches initiales. Prenons néanmoins cela comme une hypothèse de travail : un dialogue national souhaité par tous¹.

Mais qui vont participer à ce dialogue dit national ? Cette question n’a pas été clairement tranchée par les signataires ou belligérants.

Cependant avant de parler des acteurs du dialogue dit national, il convient d’évacuer quelques considérations relatives à celui-ci. Pour une certaine opinion, la question de la paix en RDC ne concernerait que des acteurs étrangers qui soutiennent la rébellion. C’est une simplification bien connue qui tend à ignorer la primauté des contradictions internes dans tout processus historique. L’élément étranger trouve sa force à travers les contradictions internes. L’idée d’un dialogue national s’inscrirait donc dans la logique de la quête d’une solution aux contradictions internes. Sinon il ne se justifierait point et ne serait que distraction².

2. Cela étant dit, qui seront les acteurs de ce dialogue national ?

Le ‘qui’ ne concerne pas ici des individus mais des acteurs de l’histoire faite et à faire pour une paix en RDC. La paix signifie pour nous, non seulement le silence des armes, mais aussi la mise en place des germes d’une paix durable : une prise en compte fondamentale des préoccupations des communautés humaines, de leur vie et survie, en bref de leur «existence».

Déjà à Lusaka, un représentant de ce qu’on a l’habitude d’appeler «société civile», Monsieur Badidike, a dit tout haut la volonté de cette force politique, qualifiée là-bas de

¹ Notre propos est celui d’un habitant de Goma, acteur de développement dans un secteur social, celui de l’enseignement ; secteur où on veut encore croire à un avenir, où on veut plutôt croire qu’un avenir pourra exister au-delà des turpitudes conjoncturelles.

² Il reste vrai que même absents, les acteurs étrangers pourront agir à travers leurs alliés nationaux lors de ce DN.

«forces vives», d'être reconnue comme partie prenante du dialogue national. Les textes de Lusaka ont évoqué quatre catégories de participants :

- 1- le gouvernement ou pouvoir de Kinshasa
- 2- l'opposition armée
- 3- l'opposition non armée
- 4- les «forces vives»

Il ne s'agit que de catégories. Les deux premières étaient à Lusaka car elles avaient la clé d'un processus vers le dialogue national : le cessez-le-feu. Les deux autres n'y étaient pas. Nous les qualifierons ici «d'invités». Pour nous ces quatre catégories sont comme des arbres qui peuvent empêcher de voir la forêt c'est-à-dire la complexité et les contradictions que chacune porte.

3. Questions pour y voir plus clair

Au-delà du fait que la guerre ou une situation chaotique en RDC peut devenir un fonds de commerce financier et politique pour certains (vendeurs d'armes, exploitants ou 'cueilleurs' divers, organisateurs des rapines diverses, vendeurs d'idéologies, etc.), et du fait que les populations ont besoin d'un environnement politique serein pour survivre physiquement et socialement, quatre questions méritent une attention particulière pour présager de l'issue de ce dialogue national :

1. Quels sont les enjeux de ce DN ?
2. Que veulent gagner les acteurs par le DN et en quoi le DN est une solution à leurs préoccupations ?
3. Sont-ils prêts à accorder une force de contrainte aux résolutions de ce DN, résolutions qui seront nécessairement des compromis ?
4. Seront-ils prêts à un véritable dialogue qui suppose l'écoute réelle de l'autre, de son argumentation, c'est-à-dire de son histoire et de ses mobiles ?

Dans ce bref papier, nous évoquons quelques aspects des réponses aux deux premières questions. Les réponses à la troisième question et à la quatrième se situent plutôt au niveau des souhaits. Le refus ou l'incompréhension de cette deuxième guerre par les populations congolaises, ses conséquences sur leurs conditions de vie, l'expérience de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), l'intervention d'acteurs non

nationaux ; tout cela ne permet pas d'envisager d'office une réponse évidente à ces deux dernières questions.

4. Guerres et conférences nationales 'contre' guerres et conférences locales

A propos des enjeux, il faut bien distinguer d'une part les objectifs déclarés que je mets sur le compte de la langue de bois, et d'autre part les objectifs poursuivis et réels qui sont à notre avis :

1. le pouvoir : de manière dominante pour les acteurs politiques et militaires ;
2. l'existence : de manière dominante pour la société civile (les populations et leurs acteurs de vie) qui veulent vivre dans la sérénité et réaliser leurs projets de vie. Pour certaines de celles-ci, la guerre a semblé être le dernier moyen d'assurer leur survie physique. Citons en exemple les guerres des combattants identifiés comme 'Banyamulenge', les guerres dites interethniques au Nord-Kivu ('Mai-Mai', 'Ingilima', combattants Hutu, etc.). Toutes ces guerres pour l'existence ont culminé dans les deux dernières guerres 'kabiliennes' en RDC, guerres pour le pouvoir national. En fait les guerres (les guerriers ?) pour l'existence ont été récupérées par les guerres pour le pouvoir³.

L'histoire de ces dix dernières années a montré que les guerres et les conférences dites nationales et centrées sur le premier enjeu (le pouvoir), ont laissé derrière elles un goût d'amertume et d'autres guerres et conférences locales pour l'existence.

- 1°. D'autres guerres : par exemple celles du Nord-Kivu, notamment les guerres dites interethniques avec plus de 100.000 morts dans le Masisi avant 1996, c'est-à-dire les guerres des Mai-mai qui disent combattre pour leurs terres et pour pouvoir traditionnel local contre une invasion et une domination par des Ruandais tutsi et hutu⁴. On peut encore citer la chasse aux non originaires (surtout Kasaiens) au Katanga. Toutes ces guerres ont commencé pendant ou après la Conférence Nationale de 1991-92. Celles du Kivu ont continué après la prise du pouvoir par Kabila.
- 2°. D'autres tentatives locales de dialogue entre les populations pour organiser leur existence : les nombreuses conférences de paix dans le Masisi et partout au Nord-Kivu, les conférences pour la reconstruction organisées au Nord et au Sud-Kivu, les

³ Dans sa guerre contre Mobutu, Kabila a récupéré différents groupes de combattants notamment Mai-Mai, dans ses troupes. Il les combattra par la suite de manière acharnée, avant d'en récupérer de nouveau certains groupes dans sa deuxième guerre contre ses alliés de la première.

⁴ Signalons aussi les guerres des étrangers Interahamwe et des Nalu, résidus des guerres du Rwanda et de l'Ouganda.

comités de pacification, la Barza de Goma, etc. Toutes ces conférences ont eu et ont le mérite de faire dialoguer des acteurs de terrain tenus à un dialogue réel pour organiser leur survie collective effectivement remise quelques fois en question par les conférences ou dialogues dits nationaux.

Ces guerres et ces conférences locales nous semblent s'être plus centrées sur le second enjeu, 'l'existence', et tous ses déterminants : l'identité, la terre, le pouvoir local qui organise la gestion de l'espace physique et social, la gestion des communautés humaines qui vivent sur cet espace et celle de leurs activités productives de vie et de reproduction de la vie.

Elles ont différé fondamentalement de celles dites "nationales" où l'enjeu 'pouvoir' a nettement prédominé sur l'enjeu 'existence'. Peut-être parce que les acteurs physiques des ces conférences n'avait pas leur propre existence directement menacée ou remise en cause de manière immédiate.

1. Dialogue national ou dialogue léonin ?

Un premier examen des quatre groupes de participants annoncées dans les accords de cessez-le-feu nous a inspiré une catégorisation de ces groupes.

A. Les participants belligérants des guerres nationales :

A1 : le gouvernement dit 'pouvoir de Kinshasa'

A2 : l'opposition armée connue et déclarée avec toutes ses factions : le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et toute sa complexité de deux factions, le Mouvement de Libération du Congo (MLC).

B. Les participants 'invités'

B1 : L'opposition non armée

B2 : Les «forces vives»

Quels sont leurs arguments ?

1° le « feu » qui est la force et l'argument ultime du groupe A

2° la « parole » qui est la seule force du groupe B

On peut caractériser ces groupes comme suit :

1° les «violents» : groupe A

2° Les «victimes» : groupe B

Compte tenu de ces simples observations, on peut s'attendre à un dialogue 'léonin' ; celui du lion avec l'agneau. A moins que les 'victimes' ne donnent à leur argument, une force au moins équivalente à celle du 'feu',

- en utilisant les arguments compréhensibles par les forces productives et par les populations et non en laissant le groupe A s'en emparer plus tôt ;
- en se recherchant aussi des parrains (des 'oncles') dans des instances porteuses du « grand feu » (l'ONU, les grandes puissances, etc.) grâce aux arguments d'intérêt et à d'autres bien à la mode : droits de l'homme et des peuples, développement, etc.

Mais les choses sont bien plus complexes. Que les violents aient invité les non-violents à un dialogue, c'est un signe d'une reconnaissance d'une certaine force à ces derniers. Souhaitons que ce ne soit pas la malignité du lion qui appâte l'agneau ! En fait, l'histoire de la première transition "mobutienne" a révélé une opposition et une société civile très actives et capables de gêner le pouvoir et de mobiliser aussi des "alliés" extérieurs par les idéologies de la non-violence, de la démocratie et des droits de l'homme ; idéologies dont les puissances militaro-financières sont expertes dans la manipulation.

Donc le lion aura face à lui un agneau qui peut se constituer aussi des puissants alliés ou récupérer les alliés du lion; question d'en faire un tigre en papier ! Il faut bien entendu des qualités de stratège à ce groupe de participants non armés ; qualités dont ils n'ont pas toujours fait montre. C'est une puissante force tranquille à mettre de son côté. Des grands de ce monde ont été traînés devant des tribunaux comme tous les vulgaires bandits.

Il reste évident que la parole peut se révéler tout aussi violente. La CNS en a été une illustration parfaite. Les dits "Banyamulenge" n'ont même pas pu s'y expliquer. La volonté même d'écouter les minorités politiques, démographiques ou autres a manqué.

2. Dialogue cacophonique ?

Un vrai dialogue sera-t-il possible entre les quatre groupes de participants désignés compte tenu de leurs graves contradictions internes ?

Les données sont encore insuffisantes pour relever ces contradictions. Résumons quelques idées y relatives et qui peuvent être fausses car fondées sur notre sous information.

1. Le groupe A1 ou le pouvoir de Kinshasa : issu d'un coup de force, en guerre contre ses propres alliés qui l'on fait exister, traversé par des contradictions

multiples : Katanga vs autres provinces, maquisards vs non-maquisards, Est vs Ouest, recherche de l'appui des "mobutistes" vs tribulations des "mobutistes", idem pour l'opposition non armée et la presse, etc. La manipulation de l'idéologie nationaliste est son principal atout face à l'opposition armée soutenue par des pays étrangers.

2. Le groupe A2 ou l'opposition armée déclarée : Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) est traversé par des graves dissensions liées à divers intérêts contradictoires dont ceux de leurs principaux alliés. Il semble porteur des germes d'une "scissiparité" continue du fait des intérêts de ses composantes et de ses alliés. L'avantage est qu'ici ils sont déjà objectivés. Il n'en est pas de même du MLC qui peut être porteur d'autres contradictions (par ex. il tend à être perçu comme "mobutiste").
3. Le groupe B1 (l'opposition non armée) : elle comprend plusieurs politiciens en quête de positionnement et des factions qui étaient déjà incapables de se constituer en un bloc politique cohérent face au pouvoir qui les a phagocytées.
4. Le groupe B2 (les "forces vives" ou "société civile") : ses contours sont imprécis et sa composition est disparate. Ce groupe a révélé ses faiblesses lors de la CNS. D'abord peut-on affirmer que la "société civile" représente les forces vives. S'agit-il de la société civile en tant qu'institution née de la CNS ou de la société civile réelle, dynamique, et en recomposition permanente ?

Face aux enjeux du DN, tous ces groupes peuvent chacun implorer :

- le pouvoir dont il est dit qu'on débattrait de l'organisation et du partage;
- "l'existence" pour laquelle certains ont pris les armes et luttent âprement.

Cette implosion sera d'autant plus probable que les deux groupes B1 et B2 (opposition non armée et "forces vives") seront peu structurées et peu structurables. Face à l'enjeu pouvoir, ils risquent de rester difficilement cohérents dans leur argumentation pour l'existence. Chaque acteur axé directement sur l'enjeu "pouvoir" (A1 & A2) pourra récupérer dans ce vivier riche en candidats politiciens défini comme "forces vives". L'implosion de chaque groupe produira des sous-groupes opposés et de nouvelles alliances tel qu'on l'a vu pendant la transition mobutienne.

En toile de fond du dialogue, une idéologie va prédominer : l'idéologie de la recherche de "l'existence" pour les populations congolaises. Dans cette optique, les expressions comme "peuple », "notre peuple", "développement", etc. feront recette.

En fait "l'existence" est nécessairement d'abord spécifique et donc différemment vécue et comprise selon l'histoire spécifique et déterminée de chaque communauté humaine. Le fonctionnaire et le travailleur industriel de Kinshasa, le mineur de la Gecamines, le paysan du Masisi ou de l'Itombwe, etc. disposent et organisent différemment leurs moyens de vie et de survie. La crise a entamé ces moyens jusqu'à dénier l'identité à certains, provoquant ainsi le dangereux réflexe d'autoconservation par des manifestations guerrières sous des formes spécifiques au contexte historique local et national : guerre de ceux qui sont dits "Banyamulenge", des Mai-Mai, des Ingilima, etc. La quête de l'existence effective par différentes communautés humaines a été à la base de ces forces vives armées. Le discours généralement développé par les participants à des Conférences dites nationales noie souvent cette préoccupation concrète locale de survie et de dignité dans la question de l'existence au niveau national, ne résolvant ainsi que peu des problèmes concrets⁵. C'est un grand piège qui guette les participants au DN. Sinon ce sera encore l'éternel recommencement des "Banyamulenge, des Mai-Mai et autres qui pourront se constituer.

3. Conclusion

Le dialogue pour l'existence sera-t-il possible dans le cadre du dialogue national annoncé ? La question est fondamentale car la paix risquera de ne pas être au rendez-vous.

Le dialogue local (élargi ou national) entre communautés humaines, entre acteurs de l'existence (ONGD, opérateurs économiques, sociaux et politiques, etc.) devrait être une composante essentielle du DN car plus porté à devenir un dialogue d'existence, même si l'enjeu du pouvoir local en est un des axes. Est-ce de la naïveté ou du réalisme ? Quoi qu'il en soit, ce dialogue pour l'existence est à rechercher à quelque niveau que ce soit.

Par Kisangani E-S.

⁵ Ces forces vives armées ne semblent pas conviées au DN. Les participants pourront peut-être traiter de leurs préoccupations d'existence.

Un "débat national" sur fond de guerre, de mondialisation et de paupérisation des populations: Comment renforcer les logiques civiles?

L'écrasante majorité des populations du Kivu sont unanimes au moins sur un point: elles sont fatiguées de la situation de guerre et d'insécurité et aspirent à une situation de paix. Les instabilités et guerres successives ont paupérisé la plupart des gens (sauf les profiteurs de guerre) et il ne reste qu'une marge très faible d'énergie et de moyens pour aller vers une stabilisation de la situation.

Alors comment y arriver?

Les accords de Lusaka et le "dialogue intercongolais" ou "débat national" prévu dans ces accords sont vus de façons diverses par les uns et les autres. Au moment de l'impression de ce numéro il n'est pas encore clair si ce dialogue pourra vraiment avoir lieu, sous quelles conditions, avec quelle participation.

Au mois de septembre 1999 une petite enquête informelle auprès d'une dizaine d'habitants de Goma, Rutshuru et Masisi de différentes communautés, hommes et femmes, tous civils, qui ne peut prétendre être représentative, a néanmoins donné des idées et des questionnements intéressants. (voir encadré)

Il en résulte surtout que au-delà des espoirs et des craintes des uns et des autres la participation des populations, leur rôle actif, est loin d'être assuré. Certains se réfèrent à l'exemple de la Conférence Nationale Souveraine et des débats titanesques qui au mieux ont accouché d'une souris, au pire ont envenimé les choses avant même de commencer rien que par le choix des délégués.

Un des problèmes auquel se heurte tout débat national est l'étendue immense du territoire et la difficulté de construire quoi que ce soit du bas vers le haut. Il y a une longue pratique au Zaïre/Congo (et pas seulement ici) de parler au nom du peuple sans aucune légitimité.

Un de mes interlocuteurs a suggéré une démarche décentralisée qui commencerait par les provinces. Au Kivu aujourd'hui on voit que dans certains endroits au niveau local les différentes communautés ont commencé un débat local pour au moins pouvoir cohabiter en paix. Elles ne sont pas habilitées par quiconque mais elles le font parce que c'est une question de survie.

De même l'amélioration de l'état de certaines routes rurales au Nord Kivu est un élément palpable de changement et de stabilisation qui compte plus pour les populations locales que tous les beaux discours.

En se replongeant dans les résultats des travaux de la "Conférence provinciale sur la Reconstruction" du Nord-Kivu dont le rapport final date de janvier 1998, on trouve des propositions d'action et de solution souvent pratiques et ayant l'air applicables. (voir aussi à ce sujet: Jean-Claude Willame, L'Odyssée Kabila, Paris, Karthala, 1999)
Ces propositions sont fruits de longs débats souvent chauds entre représentants de différents groupes de la région. Elles ne constituent sans doute pas de solutions définitives, mais elles sont au moins représentatives d'un vrai débat entre un nombre d'habitants de la région. Ce n'est pas par hasard que les travaux qui devaient synthétiser les résultats de différentes provinces au niveau national n'ont jamais eu lieu. Les intérêts et préoccupations, même les styles de travail des différentes commissions étaient quasiment impossibles à réconcilier, tout comme les réalités que les gens vivent dans ces provinces. On aurait alors dû sérieusement appliquer des principes de

décentralisation et de subsidiarité. Cela touche aux intérêts du pouvoir central, donc on l'a étouffé....

Un récent atelier co-organisé par l'Institut Pole à Goma du 13 au 15 septembre 1999 autour de la relance des activités agropastorales au Nord-Kivu a encore une fois démontré l'acharnement des populations de tous milieux qui ont commencé à s'attaquer aux questions de développement et de réhabilitation de la région contre vents et marées et en dépit d'une situation encore instable. Ils savent que la stabilité et la paix ne peuvent que venir par cette voie locale et concrète: recréer des occupations et des gagne-pains pour un maximum de gens.

Un autre problème est l'abîme entre la vision d'un débat national unificateur et la réalité du morcellement du pays en zones d'influence économique et militaire.

Le débat national sera-t-il une belle pièce de théâtre joué devant le public de l'opinion internationale avec les populations comme dindons de la farce? Quel sera le pouvoir de décision réel de ceux qui débattront et de quelle façon représenteront-ils les populations?

Il y a un vrai danger que l'on aille vers une version modernisée et mondialisée de "l'Afrique des Comptoirs" de triste mémoire. Tout compte fait, on peut très bien exploiter les richesses du Congo sans que le pays soit stable. L'exemple notamment de la Sierra Leone le démontre amplement.

La question de fonds: comment renforcer les logiques civiles face aux logiques militaires?

Au lieu d'analyser les événements en terme d'ethnies, de haines et de complots, il s'avère intéressant de regarder les intérêts des populations civiles face aux intérêts des groupes armés de plus en plus nombreux et actifs. Même si demain toutes les armées étrangères quittent le Congo, il y aura assez de milices et groupes mafieux armés pour assurer la continuation de l'insécurité. A l'exception des milices hutu du Rwanda et du Burundi qui opèrent avec leurs propres objectifs et constituent un cas à part, ces milices sont formées de jeunes de la région qui découvrent le banditisme, la terreur et l'intimidation comme méthodes de survie et de vie. Contrairement au cas de la Sierra Leone où ces groupes échappent désormais même au contrôle de leurs aînés, il reste un petit espoir que au Congo, les aînés des différentes communautés puissent encore avoir une influence modératrice sur ces "seigneurs de la guerre" pour éviter de sombrer dans l'insécurité totale. mais le temps presse. Au Sud-Kivu notamment, on rapporte déjà des cas de viols et d'enlèvements systématisés des villageoises: on exige des hommes dont tous les biens ont déjà été pillés de racheter les femmes sans lesquelles aucun village ne peut fonctionner.

Il est donc urgent de trouver des stratégies de renforcement d'une logique civile face à une logique militaire, mais aussi face à l'exclusion et à la haine.

Pour ce, il me semble essentiel de recourir aux liens traditionnels dans les différentes communautés et entre les communautés, entre civils et civils, mais aussi entre civils et militaires ou miliciens auxquels on rappelle avec force qu'ils sont aussi enfants de la communauté, de la famille, du terroir.

Les nombreuses initiatives locales de cohabitation qui naissent souvent en dépit de et contre la société civile établie, l'exemple du travail du Barza du Nord-Kivu sont des indicateurs qu'un tel travail est possible, même s'il risque toujours d'être récupéré par les politicards de tous bords.

Tout comme de nombreux parents ont réussi à organiser et financer le service des écoles sous Mobutu et maintenant, il faudra soutenir tous ces efforts locaux qui permettent aux **populations d'être acteurs et non victimes d'un processus.**

Tout débat ou dialogue qui mérite ce nom ne sera que possible sur la base d'actions locales.

J'espère que, parmi d'autres, Pole Institute pourra contribuer à trouver des stratégies pour promouvoir la construction d'un État de droit à partir du bas, la défense contre le pillage économique à grande échelle et la somalisation du Congo.

"Qui va nous entendre?... Quelle est notre place dans tout cela?"

Voici les résultats d'une enquête informelle orale auprès d'une dizaine d'habitants de Goma, de Rutshuru et de Masisi de différentes communautés, hommes et femmes, citadins et ruraux. (effectuée entre le 13 et le 16 septembre 1999). L'enquête a été effectuée dans un style "micro-trottoir", mais pour plus de liberté d'expression, l'anonymat a été garanti aux interviewés.

Les résultats de cette enquête ne peuvent en aucun cas prétendre être représentatifs des opinions des populations. Elles permettent uniquement d'entendre quelques voix de citoyens congolais, nord-kivutiens, de divers horizons et d'essayer de comprendre leurs idées et leurs préoccupations. On ne peut en outre jamais exclure l'influence que la personne de l'enquêteur et l'image que les gens ont de lui ou d'elle peut avoir sur la façon de lui répondre. Toutes ces réserves étant faites j'estime néanmoins que les réponses données donnent quelques éléments essentiels sur les craintes et espoirs des Congolais du Nord Kivu.

J'ai mené cette enquête pour faire un tout petit pas vers l'écoute des populations au nom desquelles on parle si souvent. J'ai trouvé les réponses passionnantes. Je préfère les donner en vrac au lieu de trier et de cataloguer. Beaucoup de questions plus profondes ont été soulevées face à mes deux questions et elles méritent que l'on s'y penche. C'est un défi pour nous tous.

Les deux questions posées étaient:

Quels sont vos espoirs et craintes par rapport au débat national?

Quel est à votre avis le rôle que vous même et vos proches pourrez y jouer?

Voici un mosaïque d'éléments de réponses.

"A partir du débat national, il faut que l'on puisse créer des institutions qui représentent les intérêts de tous pour ne pas encore créer des mécontents qui risquent de nous replonger dans la même situation."

" Je ne sais pas si c'est le débat national qui peut aider à cela, mais pour moi la seule issue est d'inclure toutes les communautés dans la recherche de solutions, de ne plus créer des exclusions, car c'est cela qui nous a jetés dans cet abîme."

"La seule attente que j'ai du débat national c'est que cela ne soit pas une réédition de la Conférence Nationale que nous avons vécue: plus de deux ans de réunions avec beaucoup de décisions sans aucun résultat si ce n'est la création ou l'exacerbation de problèmes. Comment arriver à ce que il n'y ait pas ceux qui prétendent parler au nom du peuple, mais des vrais représentants de la population?"

"Il faut seulement instaurer des institutions démocratiques et demander à la population de se choisir des représentants et ne pas compter sur des aventuriers de tous bords qui disent venir libérer le pays. Mais avant même d'arriver au choix de dirigeants il faut que la population soit représentée dans ce débat national. Il faut aussi l'impliquer dans l'exécution. C'est nous, les représentants de la Société Civile, qui pouvons jouer ce rôle."

"Il faut surtout prendre des mesures contre la corruption. C'est cela l'essentiel. Il faut éviter les blocages et les machinations de la période de "transition" de 1991 à 1994 et être surtout transparents."

"Il y avait une mauvaise répartition du pouvoir et une mauvaise gestion du pays. C'est cela qui a amené la guerre. Même toutes les provinces n'étaient pas traitées de façon égale. Nous avons donc besoin d'un gouvernement qui soit vraiment représentatif et qui soit capable d'une bonne gestion. Comment arriver à l'unité du pays? Comment nous réunir de nouveau? Cela doit aussi se passer au niveau des provinces. Mais pour arriver à cela il ne faut pas qu'il y ait un groupe de mécontents."

"Je n'ai pas beaucoup d'espoir dans ce débat car nous qui sommes nés ici sommes encore et toujours traités d'étrangers. Tant que cela ne change pas je n'ai pas beaucoup d'espoir. Nous devons nous-mêmes défendre nos intérêts et ne pas accepter que d'autres le fassent pour nous et nous utilisent. C'est ce que nous devons faire."

"Ce serait bien si nous pouvions exprimer nos opinions à haut niveau, parce que de fait maintenant nous sommes coupés...."

"Ce débat pourrait amener des solutions, mais pour cela il faudrait la bonne volonté..."

"Il faut que nous développions des idées claires, pas égoïstes mais nationalistes mais en incluant toutes les communautés."

"Nous participons au débat de façon indirecte. Nous estimons que nous serons représentés dans ce débat par des délégués qui ne sont cependant pas encore choisis."

"En ce qui concerne le débat national, il faudrait que les gens y aillent, qu'ils prennent des décisions qui puissent profiter à la base."

"Nous devons participer à ce débat national. Mais comment? On ne nous a pas encore demandé de donner une opinion, pas même de choisir des représentants. Moi qui suis paysanne je veux en tout cas être représentée par un paysan qui au moins connaît nos problèmes. Mais qui va le choisir? Qui va nous entendre?"

" En tant que membre actif des ONG j'ai beaucoup d'espoir dans ce dialogue intercongolais. L'ordre du jour devrait comprendre d'abord le mode de transition du pouvoir. Ce n'est pas par la force que cela doit se passer. La Conférence Nationale Souveraine n'a pas pu modifier cela. Mobutu était arrivé par la force et il est parti par la force. Kabila l'a remplacé par la force et le RCD veut le remplacer par la force. Il faut commencer par changer ce mode de transmission du pouvoir. Le peuple doit être associé à cela et jusqu'ici cela n'a jamais été fait."

" Nous avons besoin d'un État de droit et il faut que l'on trouve des solutions aux grandes questions: la question de la nationalité, la question foncière, la question de souveraineté nationale, etc.

Mais des solutions définitives à ces questions ne peuvent être trouvées du jour au lendemain. Alors comment va être animée et dirigée cette période de transition?"

"La solution doit commencer au niveau décentralisé, par les provinces et les régions. Ce n'est pas à Kinshasa que nous trouverons une solution pour le Kivu, ni dans les capitales voisines. Nous devons pousser à construire un État de droit par le bas. C'est la seule chance d'être vraiment impliqués. Je table donc sur le débat local et provincial véritable avec pouvoir de décision avant tout débat national. Mais notre passé centralisé et la mauvaise volonté de certains constituent un blocage terrible."

"Mes craintes par rapport au débat national sont que nous avons plusieurs courants de pensée influents au Congo. Il y a les nostalgiques du passé qui ont bien profité de l'époque Mobutu et vivent dans l'espoir de retrouver ces privilèges. Il y a aussi ceux qui n'ont pas profité et qui commencent à croire maintenant que c'était une époque positive par rapport à aujourd'hui.

D'un autre côté nous avons les utopistes qui rêvent d'un Congo nouveau, idéal. Ils vivent dans un avenir lointain. Ils veulent hâter le mouvement vers cet avenir. Alors entre nostalgiques du passé et futuristes forcenés il risque d'y avoir des conflits durs. Cela va coincer le dialogue."

"Nous n'avons pas voulu cette guerre, mais c'est la réalité que nous vivons et qui nous domine. Alors quelle est notre place dans tout cela, même dans ce débat? Est-ce que l'on peut réellement dire que nous sommes acteurs?"

" Moi, je n'ai pas encore entendu parler de ce débat ou dialogue. Mais pour que la paix arrive cela demanderait que tout le monde participe. (Question: Et la paix c'est quoi?) La paix c'est quand on est protégé, quand il n'y a pas d'insécurité. La paix c'est la sécurité. C'est l'Etat injuste qui ne veut pas qu'il y ait cette sécurité."

" Dans ce débat le peuple s'exprime à travers quoi? Qui représente le peuple? On a toujours dit "la Société Civile", mais elle appartient à qui?"

par Christiane Kayser

Analyse prospective des forums intercongolais

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays mal géré depuis longtemps. Cette mégestion est à la base d'une crise multiforme.

Des initiatives pour mettre fin à cette crise sont tentées. Les unes sont violentes et les autres sont pacifiques. Des initiatives violentes, nous pouvons citer les deux dernières guerres de 1996 et de 1998. Ces guerres ont eu comme motivation déclarée de résoudre les problèmes suivants:

- l'absence de démocratie: le peuple est exclu de la gestion de la chose publique;
- mauvaises conditions sociales et économiques;
- nationalité des populations d'expression rwandaïse vivant en RDC;
- sécurité des pays voisins (Rwanda, Ouganda, Burundi)

Le constat est qu'avec ces guerres, ces problèmes n'ont pas été résolus; au contraire ils se sont exacerbés, et d'autres ont surgi, comme le phénomène des bandes armées et les affrontements entre les armées des pays agresseurs sur le territoire de la RDC. Les solutions violentes ont ainsi démontré leurs limites. Les populations qui ont tant souffert de plusieurs décennies de dictature voient de plus en plus leur espoir de bonheur hypothéqué.

On s'accorde que seules les solutions pacifiques peuvent relever le défi. A ce sujet DIATEZWA (1995) stigmatise :

"les souffrances de la population nous obligent à privilégier une voie pacifique pour une rupture totale en cherchant les voies et moyens pour un compromis historique pouvant sortir le pays de sa crise".

Pour le peuple congolais, l'exercice du droit et les démarches démocratiques devraient être privilégiées à la barbarie de la guerre et au terrorisme d'État dans les sociétés qui se prétendent modernes. La recherche d'une solution pacifique passe par des négociations. C'est dans ce cadre que depuis le 24 octobre 1990, date de la "re"démocratisation, plusieurs forums au niveau local, provincial, national et international ont eu lieu. Nous pouvons citer: la Conférence Nationale Souveraine (CNS), la conférence provinciale sur la reconstruction, la réunion de Durban, la réunion de Montréal, etc.

Si tous ces forums ont eu le mérite de réunir des congolais de tendances parfois opposées et déboucher sur des résolutions, on notera cependant que les problèmes demeurent pratiquement sans solution: leurs résolutions restent généralement lettre morte.

Cet état des choses a suscité en nous les deux principales questions suivantes :

1° Quelles sont les causes à la base de la non application des résolutions issues de multiples forums intercongolais ?

2° Quelles conditions devrait remplir un débat intercongolais pour que ses résolutions aient le plus de chance d'être appliquées ?

Les réponses à ces questions sont intéressantes en ce sens qu'elles permettent d'alerter les participants aux futurs forums intercongolais, surtout le Débat National en vue, de songer plus à l'applicabilité de leurs résolutions.

Pour répondre à ces questions, la méthodologie adoptée est axée sur une analyse documentaire. Ces forums intercongolais ont été documentés. La documentation compulsée a porté sur les forums suivants: la Conférence nationale souveraine, La conférence Provinciale sur la reconstruction, la réunion de la société civile sur la reconstruction et la démocratisation de la RDC, la conférence de Montréal pour la Paix et le Développement démocratique de la RDC et la réunion de Durban.

A cet égard, nous avons établi des indicateurs d'observation suivants:

1- Participation : qualité des participants, mode de désignation de participants, nombre des participants

2- Organisation : Qui a l'initiative de l'organisation, Qui est l'organisateur visible, la durée, le financement

3- Modération : Qui désigne le modérateur

4- contenu : Qui élabore l'ordre du jour ? L'ordre du jour est- il accepté par tous? Quelle est la nature du contenu?

5- Résolutions: Mode de prise des résolutions, Attitudes des participants vis à vis, des résolutions

6- Suivi: Qui exécute les résolutions? Par qui est - il désigné? Est- il accepté par tous? Qui assure le suivi de l'exécution ?

Après la récolte des données, nous avons procédé par analyse de contenu. De façon informelle, nous avons de temps en temps discuté avec quelques personnes ressources de Bukavu pour étoffer notre analyse critique.

Présentation des forums

La recherche des réponses aux questions posées ci-haut nous a amené à étudier quelques forums intercongolais tenus à des moments critiques de l'histoire de notre pays. Le tableau ci- dessous présente ces forums avec les différents indicateurs qui ont guidé notre observation.

Tableau des données recueillies sur les forums par indicateur

DONNEES PAR FORUM

Conférence Nationale souveraine	Réunion de la Société civile de la RDC sur la Reconstruction & le Développement de la RDC	Conférence provinciale sur la Reconstruction / Sud Kivu	Conférence de Montréal pour la Paix et le Développement démocratique du Congo	Réunio
Premier Ministre	Conseil National des ONG de Développement (CNOGD)	Gouvernorat de Province	Centre International de Droit de la Personne et du développement démocratique	African Constructiv Disputes (
Kinshasa (RDC) 7/8/91-6/12/92	Kinshasa (RDC) 16 - 20/1/97	Chef Lieu de Province Bukavu (RDC) 26/11/97- 9/1/98	Montréal, 29 - 30/1/99	Durban, 10
Extérieur	Extérieur	Extérieur et local	Extérieur	Extérieur
- Société civile - Institutions publiques et - Partis Politiques - Choix laissé aux différentes composantes (ci dessus)	- Société civile - Observateurs étrangers - Désignation par l'organisateur	- Société civile - Administration publique - Armée et police - Élection et cooptation	- Société civile - Partis politiques - Observateurs - Désignation par l'organisateur	- Société c - partis pol - Rebelles - Désignat sateur
+2800	-	+169	+100	-
Désigné par les participants	Désigné par l'organisateur	Désigné par l'organisateur	Désigné par l'organisateur	Désigné pa
Par les participants	Par l'organisateur adopté Par les participants	Par l'organisateur	par l'organisateur adopté par les participants	par l'organ par les par
d'intérêt national	d'intérêt national	d'intérêt local, provincial et national	d'intérêt national et international	d'intérêt internation
Par vote majoritaire	par consensus	Loi de la majorité		-
Prévus et assurés par : - un gouvernement transitoire élu - HCR-PT - les structures locales		Vote de 25 délégués pour poursuivre le processus à Kinshasa	-	Prévu et l'organisat

Commentaires

De ces cinq forums, trois à savoir la Conférence Nationale Souveraine, la réunion de la société civile sur la reconstruction et la démocratisation de la RDC ainsi que la Conférence Provinciale sur la Reconstruction, se sont tenues au Congo à une période qui se situe avant le déclenchement de la guerre d'Août 1998.

Après Août 1998, la Conférence pour la paix et le Développement démocratique du Congo ainsi que la réunion de Durban ont eu lieu à l'extérieur du pays, respectivement au Canada et en Afrique du Sud.

Il se dégage que les congolais sont visiblement responsables dans l'organisation de ces forums.

L'organisation de la C.N.S avait été confiée au premier Ministre par le Chef de l'État à travers les multiples ordonnances qu'il avait signées et revues à propos de la création de la CNS et dont la dernière est celle n° 91-205 du 15/07/91. C'est ce qui donna au premier Ministre le pouvoir de signer l'Arrêté n° PM/002/91 du 17 avril 91 portant organisation de la Commission préparatoire de la Conférence Nationale Souveraine.

L'initiative d'organisation de la conférence provinciale sur la reconstruction revient au Ministère de la Reconstruction et de la planification des urgences. Il en confia l'organisation matérielle au gouvernorat de province. Il est à noter que la société civile dans sa réunion du 16-20/1/ 97 avait souhaité la tenue des conférences provinciales.

Si les deux forums cités ci- haut ont été organisés par le pouvoir, notons que les organisations non gouvernementales congolais oeuvrant de l'intérieur comme de l'extérieur du pays s'impliquent dans l'organisation des forums intercongolais qui traitent de la recherche de la paix, de la démocratie et du développement de la RDC. Elles sont appuyées dans cette organisation par les ONG du Nord. La réunion de la société civile de la RDC sur la reconstruction et la démocratisation de la RDC avait connu dans son organisation les apports de Synergie Africa et de International Human Right Law group, deux ONG étrangères.

L'organisation de la conférence de Montréal pour la paix et le Développement du Congo a impliqué les ONG Congolaises du Canada, les ONG du Congo (RNS⁶, ASADHO⁷, CNONGD⁸, Comité droit de l'homme maintenant) ainsi que le Bureau de coordination de la société civile de Kinshasa. La réunion de Durban a également été organisée par une ONG étrangère (ACCORD).

L'organisateur de la CNS avait mobilisé un nombre plus ou moins important des participants; 2800 congolais répartis entre la société civile, les partis politiques et les institutions publiques. L'absence de la première et importante institution du pays à l'époque en l'occurrence le président de la république avait été notoire.

⁶ RNS : *Rassemblement pour une Nouvelle Société*

⁷ ASADHO: *Association Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme au Congo - Kinshasa*

⁸ CNONGD: *Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement*

Frappés de suspension de fonctionnement, les partis politiques ne figurent plus parmi les participants à la CPR (Conférence provinciale pour la Reconstruction) ni à la réunion de la société civile du 16-20/01/97 tenue à Kinshasa. Nous les retrouvons de nouveau dans les réunions de la société civile à Montréal (il s'agit de l'UDPS, PDSC, FONUS, MNC/L, CNR) et à Durban (les Mobutistes et le RCD). Les institutions publiques n'ont été partie prenante qu'à la CNS et à la CPR, deux forums organisés par le pouvoir.

Par contre, la société civile a été fortement représentée à tous ces forums à caractère politique dont elle a été pour la plupart l'organisatrice. Quand le concept entra dans le langage des zaïrois vers 1990, la "société civile" sous entendait les "forces vives de la nation" et qui sont des ordres professionnels, des associations, des ONG, des mutuelles, des syndicats indépendants, etc. (J. C. WILLAME, 1971). Depuis lors, le concept a pris un contenu plus restrictif pour ne désigner que les organisations non gouvernementales (cfr. rapports des réunions de Montréal et de Durban).

A part la CPR où une partie des participants (77/169) ont reçu mandat officiel aux forums organisés par les communes et territoires, pour les autres forums, la désignation des participants a été l'œuvre de l'organisateur. A la CNS comme à la CPR, l'instance nationale chargée de l'organisation avait défini les critères de participation et précisé le quota pour chaque catégorie mais avait laissé le choix des participants sous la responsabilité de l'instance provinciale.

Il apparaît que tous ces forums avaient bénéficié d'un financement extérieur important. En effet DIATEZWA (1995) nous révèle que l'État zaïrois c'est-à-dire le pouvoir mobutien avait refusé d'assurer le financement de la CNS et que certains pays amis, dont la Belgique, sont venus à la rescousse.

La tenue de la CPR proprement dite a bénéficié d'un financement extérieur important tandis que les forums préparatoires des communes et territoires ont été totalement financés par ces dernières instances.

Si les donateurs et le montant sont connus pour la CNS et la CPR, les documents des forums organisés par les ONG n'informent pas sur ce point.

Le tableau nous révèle également que les organisateurs de la CNS et de la CPR avaient procédé par validation de mandat de participants, c'est-à-dire requérir l'approbation des autres participants sur la participation de telle ou telle personne. Les rapports des autres forums ne mentionnent pas cette étape. C'est ce qui nous laisse croire que les mandats des participants n'auraient pas été validés.

La fin de la CNS ayant été précipitée sur ultimatum du Chef de l'État (DORLODOT, 1991), l'ordre du jour n'avait pas été épuisé; d'où l'insatisfaction des participants qui l'avaient élaboré. L'ordre du jour de la CPR, à laquelle j'avais participé, était large et ouvert. Tout le monde s'y était retrouvé bien qu'il ait été proposé par l'organisateur. Si localement l'ordre du jour a été épuisé, il faut signaler qu'il était conçu dans l'esprit qu'il sera achevé à l'occasion de la mise en commun prévue au niveau de Kinshasa, à la Conférence nationale sur la Reconstruction qui avait été annulée. Aux réunions de Durban et de Montréal qui ont fait rencontrer certains acteurs politiques, il apparaît à partir de la documentation compulsée que l'ordre du jour a été proposé par l'organisateur qui l'a ensuite fait adopté par les participants.

Tous ces forums ont été modérés. A la CNS, les participants avaient élu leur modérateur Mgr Monsengwo Pasinya Laurent, en remplacement de Kalonji Mutambay imposé malignement par l'organisateur (J. C. WILLAME, 1991). Quant aux autres forums, le modérateur a été désigné par l'organisateur.

Si le communiqué final de la réunion de Durban indique qu'il s'était dégagé un consensus sur les résolutions issues de la rencontre, à la CNS et à la CPR, c'est la loi de la majorité qui a primé. Aux réunions de la société civile à Kinshasa et à Montréal, la documentation compulsée ne nous renseigne pas sur le mode de prise de résolutions ou des recommandations. De même que la documentation n'informe pas clairement sur les organes et les dispositions de suivi et d'exécution des recommandations. Contrairement à la CNS dont les travaux avaient été sanctionnés par l'élaboration d'un programme d'action à exécuter par le gouvernement sous le contrôle du Haut Conseil de la République et du peuple (à travers les structures de base qui devaient être mises en place), la CPR se clôture sans aucun programme localement exécutoire. Toutefois, nous savons déjà que le processus n'avait pas été mené jusqu'au bout.

Causes d'échec des forums intercongolais

C'est de l'analyse des données ci-haut que nous pouvons tirer les causes des échecs enregistrés par les forums intercongolais. De la CNS à la réunion de Durban, ces forums n'ont jamais obtenu la participation des acteurs de qui dépend l'exécution des décisions sur des problèmes à l'ordre du jour. L'absence volontaire du Président de la République à la CNS, qui traduisait clairement sa non implication à ce processus, avait gâché les efforts de tous les zaïrois qui se retrouvaient dans les participants à la CNS et a empêché la bonne exécution des résolutions qui avaient été prises.

Le Chef de l'État congolais Mzee Laurent Désiré Kabila n'a participé à aucune des réunions. Il est vrai que le RCD, acteur dans la guerre actuelle se rencontre à Durban avec les Mobutistes et souhaite un cessez-le feu. L'Ouganda et le Rwanda ont reconnu la présence de leurs armées sur le territoire congolais, non seulement pour appuyer le RCD, mais aussi pour des intérêts propres à eux. Un forum intercongolais qui prendrait une résolution sur le cessez-le feu pourra-t-il espérer voir cette résolution exécutée si le Rwanda et l'Ouganda ne sont pas impliqués dans le processus de paix. Aussi un accord de cessez le feu qui ne serait pas mis en oeuvre avec l'implication des Maï- maï rencontrerait nécessairement des difficultés.

Toutefois, il est louable que les congolais décident de se rencontrer pour traiter des problèmes qui les divisent et qui favorisent les justifications des agressions des pays voisins. La présence des représentants des maï-maï à une telle rencontre pourrait faciliter l'exécution de certaines résolutions.

Il serait alors opportun que les congolais prennent ensemble des résolutions en rapport avec les interférences des pays étrangers.

Les organisations non gouvernementales tant nationales qu'internationales déploient beaucoup d'effort pour ramener les belligérants sur la table de négociation. Cependant, elles n'arrivent pas à y amener les Présidents et les institutions publiques, deux instances qui ont pourtant un grand rôle à jouer dans le suivi et l'exécution des résolutions.

Mise à part la CNS, l'organisateur dans le cas des autres forums, semble téléguidé la réunion car il désigne les participants, élabore l'ordre du jour et modère ou choisit le modérateur.

La mainmise sur un forum ne serait pas seulement de l'organisateur. Celui-ci, exécutant de fois la philosophie de son bailleur de fonds, la main mise, parfois invisible, de ce dernier ne serait pas à exclure. Aussi, l'esprit mercantile et corruptible dont font montre les participants aux forums laisse de la place à des manipulation par des politiciens. Ces participants aux forums se montrent d'autant moins engagés qu'ils ne sentent aucune pression d'un groupe de la population qui les aurait délégués.

Je constate qu'à la CNS, les participants qui ont eux- même voté l'ordre du jour se sont évertués à le décortiquer; le débat a été souvent tendu. Ceci pourrait s'expliquer aussi par le fait de l'intérêt qu'ils ont porter au contenu de ces assises et à la qualité des résolutions à prendre. En effet, une des conditions de participation est le sens de responsabilité.

A ce sujet, Saint Pierre cité par KASEREKA B. (1998) stigmatise que:

"quelqu'un qui a participé à une décision devrait l'assumer; il ne devrait en aucun cas s'y dérober. Dans cette compréhension, la contestation lors de la prise de décision doit être perçue positivement, dans la mesure où elle reflète le sentiment de responsabilité vis à vis de l'exécution des résolutions ou des recommandations en cours d'adoption "

Aussi peut-on se demander si la prise des résolutions suivant la loi de la majorité garantit-il un consensus, surtout dans le cas des résolutions prises au sujet d'un conflit armé ?

Le contenu de la CNS et de la CPR qui se rapportait, pour le premier cas au débat général sur des questions d'intérêt national de 1960 à 1991, sur les options fondamentales de la 3e République..., et dans le second cas sur les problèmes réels de la population, les actions prioritaires à mener, les stratégies locales d'auto - développement... nécessitait une participation importante de la société civile (entendu dans son sens premier). Par contre, le contenu des réunions de Durban et de Montréal aurait nécessité une participation active et responsable des acteurs politiques notamment les Chefs d'État, les vrais ténors des oppositions armées, les vrais ténors des oppositions non armées, à l'intérieur et à l'extérieur du pays; car on peut organiser un forum sans en être la pièce maîtresse.

A part la CNS et la réunion de Durban, d'autres forums se contentent de prendre des résolutions ou des recommandations sans mettre en place une structure permanente de suivi. La CNS retient toujours aujourd'hui, car les structures de suivi (H.C.R.- PT, Gouvernement, Président) ont existé, malgré que ces structures n'aient pas pu fonctionner comme le prévoient les textes ad hoc suite au manque d'engagement du Président de la République.

Une autre cause d'échec est l'irresponsabilité de beaucoup de participants. Ceux-ci manquent de courage et de constance. Au lieu de se comporter comme éducateurs de ce qu'ils appellent leur base, ils s'évertuent à vouloir plaire dans leurs interventions même s'ils doivent sacrifier l'intérêt national. Ceci fait que les prises

de parole ont le plus souvent un caractère publicitaire, privilégiant la forme au détriment du fond dans le débat.

Les conditions de réussite du débat national en vue

Sans prétendre détenir des recettes, j'estime que pour donner au débat national plus des chances de réussite, certains préalables devraient être réunis. Il faut que le débat soit réellement national, c'est à dire que la prise et l'application des résolutions ne se heurtent pas à l'interférence des multiples pays étrangers sur le terrain.

Le respect de la résolution 1234 du Conseil de Sécurité de l'ONU s'avère une urgence. Les pays non invités devraient s'être retirés de la RDC avec leurs armées. Autrement, les congolais vont prendre des résolutions qui vont rester lettre morte parce que les vrais belligérants auront encore des raisons de se battre. Il faut que ces pays n'aient plus des raisons acceptables de rester chez nous.

Le schéma suivant vient d'être accepté dans les accords de Lusaka

- un cessez-le feu à respecter par les parties signataires;
- déploiement des observateurs de l'exécution dudit cessez le feu;
- mise en place d'une commission militaire - force d'interposition ou de maintien de la paix? le mandat de désarmer les bandes armées lui ait déjà attribué;
- organisation d'un débat politique intercongolais;
- mise en place d'un gouvernement de transition;
- organisation des élections démocratiques.

Ce schéma qui concerne aujourd'hui la RDC pourrait contribuer à la paix de ce pays et à toute la région de grands -lacs si seulement son application s'étend aux pays voisins aujourd'hui agresseurs de la RDC pour raison de leur sécurité. La RDC ayant déjà franchi cet étape, le débat national en vue devrait être situé dans un processus de pacification et de reconstruction. Il ne devrait pas constituer une fin en soit; les Congolais pouvant se réserver le droit de décider de l'organisation d'un autre débat national après celui-ci.

Je pense en outre que le débat national peut augmenter ses chances de réussite si l'on évite les causes d'échec des forums relevées ci-haut.

Dans ce sens, il est pertinent que l'organisateur qui est le pouvoir de Kinshasa se comporte en facilitateur, celui qui permet aux différentes parties à participer à la préparation du forum. Ainsi, les options pourront être levées par consensus sur le lieu du débat (et mesure de sécurisation), la qualité, le nombre et les critères de choix des participants ainsi que le contenu du débat.

En tant que facilitateur, le pouvoir doit se comporter en responsable et accepter de financer ce débat qui doit être réellement intercongolais. Ceci n'exclut pas le besoin de la présence des observateurs étrangers qui au mieux devraient être des représentants des gouvernements. Les gouvernements - observateurs sont à choisir par consensus par la commission préparatoire.

La tenue de ce débat à Kinshasa ou dans une autre ville du pays créerait déjà de bonnes dispositions. Pour cela, le pouvoir de Kinshasa doit sécuriser les participants et procéder par amnistie générale.

La modération est un élément important du débat. Le modérateur doit bénéficier de la confiance de tous les participants. Il est donc important de laisser à ces derniers la liberté de le voter. L'assistance du modérateur par un collège constitué des personnes désignées par leurs tendances, comme s'était le cas à la CNS accorde plus de crédit aux résolutions.

Le modérateur jouerait efficacement son rôle si le nombre des participants n'est pas pléthorique (tout en veillant à la représentativité de différentes tendances); ceci éviterait un prolongement inutile et coûteux du débat.

Le modérateur devra être capable de mettre chacun des participants devant ses responsabilités dans la prise des résolutions. Il faudra qu'il arrive à clôturer le débat par la signature des pactes, accords et engagements quant à l'exécution des résolutions prises.

Une structure de suivi de l'exécution de ces résolutions où se retrouvera également le peuple devra être constituée avant la fin du débat. Les moyens d'action de cette structure (financement et autres) devraient être garantis.

Une autre condition de réussite, la plus difficile à garantir est liée au comportement du politicien congolais, celui d'hier et celui improvisé d'aujourd'hui. L'un et l'autre ne manifestent pas le sens de la valeur humaine, notion qui devrait être présente à leur esprit pour guider la prise des résolutions qui soient salutaires à la population congolaise. Cette donnée éthique est primordiale quand l'on sait que le non respect de la valeur humaine dans la région des Grands Lacs a conduit à des tueries massives, sans qu'il y ait regret de la part de leurs auteurs. Dans ce même ordre d'idées, si l'on a la culture de la valeur humaine, on peut être disposé à rechercher le bonheur de tout homme et de tout l'homme.

Qu'entendre alors par réussite du débat?

C'est aboutir à un consensus autour des problèmes d'ordre national et extra national, le matérialiser dans les actions acceptées par le peuple et suivies par celui-ci à travers ses représentants.

Pour cela, faut-il aussi que nos politiciens prennent comme leitmotiv, la primauté de l'intérêt national: ça veut dire que les gens ne prennent plus les armes contre leur pays, qu'ils ne détruisent plus leur économie, qu'ils n'hypothèquent plus l'avenir de tout le monde ... Qu'ils apprennent à se mettre d'accord parfois même sur le désaccord; quitte au peuple à les départager.

Ceci est d'autant plus important que les politiciens croient que tout doit leur être accordé ou que tout leur est permis. Il faut parfois accepter le point de vue de l'autre, ses convictions même si on les estime contraires aux siens.

Le politicien doit aussi dépasser son amour propre, et se doter d'un idéal qu'il défend auprès de la classe politique et de sa prétendue base.

Conclusion

La réussite de tout forum intecongolais, et particulièrement du débat national en vue doit interpeller tout le peuple congolais. Il est légitime que la société civile se soit beaucoup impliquée dans la recherche des solutions. Le peuple est victime de l'irresponsabilité des politiciens et de l'élite congolaise ainsi que de la complicité des pouvoirs étrangers. C'est pourquoi la société civile devrait agir plus dans le lobbying et jouer ainsi un rôle catalyseur qui puisse favoriser la rencontre de vrais responsables de la crise mais aussi celui d'arbitrage pendant ces rencontres.

Il est indéniable que le Congo est victime de l'absence de la démocratie dans les pays voisins. Ce qui est à l'origine des guerres cycliques qui conduisent chaque fois à des déplacements des populations de ces derniers pays vers le Congo.

L'indifférence de la communauté internationale qui a laissé se déverser des rwandais armés et non armés aux frontières du territoire zaïrois en 1994 pour assister à leur dispersion à travers les forêts du zaïre et en Afrique en 1996, justifie en partie les souffrances des congolais qui sont aujourd'hui massacrés au nom de la sécurité des pays voisins.

Le débat national en vue devrait s'intéresser les pays voisins et prendre une résolution de demander à la communauté internationale d'exercer une pression sur ces pays pour qu'ils trouvent des solutions sécurisantes à leurs propres problèmes.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Communiqué de presse à l'issue de la réunion de Durban , Durban, mars 99
- 2- Déclaration finale de la réunion de la société civile de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, janvier 1997
- 3- Déclaration de la Conférence de Montréal pour la Paix et le Développement démocratique en RDC, Montréal, janvier 1999
- 4- DIATEZWA, Que faire pour tirer le Zaïre de sa crise politique - Actes du colloque organisé à l'Institut pour la démocratie au Zaïre à l'Université Libre de Bruxelles le 01/07/1995
- 5- DORLODOT P., Zaïre, la longue marche après la Conférence Nationale Souveraine, 1992
- 6- DORLODOT P., Zaïre, la longue marche après la Conférence National Souveraine : Naître avec le peuple au monde nouveau d'un Etat de droit: impossible rêve, 1993
- 7- KASEREKA B., Participation à la gestion des aires protégées et autopromotion des population en Afrique Subsaharienne. Essai de maîtrise, Université Laval: Québec, 1998
- 8- Rapport général Tome I de la conférence Provinciale sur la reconstruction
- 9- WILLAME J. C, Zaïre, années 1990, Vol 2, in cahiers de CEDAF- ASDOC
- 10- WILLAME J. C, Zaïre, années 1990, Vol I, in cahiers de CEDAF- ASDOC

par Vénantie Bisimwa

Crainces et attentes des populations rurales a l'annonce de l'ouverture d'un débat national.

Quelques mois d'accalmie relative ont suffi pour que l'espoir de paix, que l'on croyait enfin toucher du doigt, s'éloigne brusquement et paraisse aussi chimérique qu'hypothétique.

En effet, surprises par une guerre aussi brutale qu'inopportune, au début du mois d'août 1998, les populations rurales se sont retrouvées désesparées, prises au dépourvu. Très rapidement, une fragile stratégie de survie fut mise sur pieds. Que non ! Elle ne durera que l'espace d'un matin parce qu'elle fut conçue sans compter avec les forces en présence dont l'étau se resserrait progressivement autour d'elles. Le verrou mis en place pour survivre s'est avéré inefficace et a dû céder à la toute première pression. Conséquences immédiates : une recrudescence jamais connue de la violence, des massacres aveugles des populations innocentes ici et là, des pillages et destructions méchantes des maisons et magasins, des saccages des infrastructures socio-sanitaires, des destructions des réserves semencières, des perturbations des activités agro-pastorales, des déplacements des populations des centres ruraux vers des abris de fortune en forêts, la famine, une recrudescence des épidémies comme le choléra, le typhus et autres maladies à potentiel épidémique, délations, bastonnades, règlements des comptes, arrestations arbitraire et exécutions sommaires par les différentes factions armées... Bref, une vie moins qu'une vie ! Aussi l'annonce, mi-avril 1999, de l'ouverture d'un débat national éventuel a-t-il suscité beaucoup d'espoir chez les paysans.

En effet, beaucoup de Congolais en proie aux effets pervers de cette guerre, plus particulièrement les paysans, espéraient - je ne sais vraiment plus s'ils continuent à le faire au regard du récent rebondissement de la situation à l'Est comme à l'Ouest du pays - que ce débat allait être le " sésame, ouvre-toi " vers un retour à la vie normale, un retour à la paix et donc au développement.

Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II affirme que le développement est le nouveau nom de la paix. C'est logique et cohérent. Tant il est vrai qu'il n'y a pas de

développement sans paix.

Pour les paysans, justement, ceux qui déclenchent un conflit armé veulent briser cette logique. Ce qui est triste. En voulant donc imposer une logique de la force et réduire au silence et à la soumission le plus faible par la violence et la peur de la mort, à la sécurité et donc au développement. Ils visent aussi à maintenir les autres dans l'asservissement, à assouvir leurs ambitions de tous ordres et à légitimer tant bien que mal la mise en place d'un système fondé sur des mécanismes de domination véhiculés par la logique de "la raison du plus fort". Encore faut-il que le plus faible accepte vraiment de l'être et se soumette.

Dès l'annonce de ce forum intercongolais, les populations rurales ont cherché à percevoir, elles aussi, sans se faire beaucoup d'illusions. Cependant, malgré la faible capacité d'analyse qu'on leur prête souvent, l'importance que suscitait la tenue de pareilles assises pour trouver une issue négociée au conflit. Mais très rapidement, une grande crainte les a envahi. Les paysans ont bien conscience du fait que tous les protagonistes au conflit armé congolais en cours n'ont pas les mêmes objectifs. Pas plus qu'ils n'ont pas la même vision des choses ni ne savent vraiment contre qui les uns et les autres se battent au regard des revers militaires réciproques qu'ils s'infligent et des comportements qui s'observent sur le terrain. En parlant du débat national, les protagonistes au conflit congolais présentent les uns et les autres leurs motifs à la base des hostilités. Or, en tant que témoins privilégiés des affres quotidiennes qu'a apporté cette nouvelle guerre, des atrocités vécues et de la méchanceté qui la caractérisent sur les champs de bataille contrairement à la guerre qui a chassé le dictateur MOBUTU du pouvoir, les paysans ne comprennent pas encore vraiment les enjeux de cette guerre. A quoi s'ajoutent des déclarations bellicistes de l'homme fort de Kigali. En réalité, ses déclarations intempestives et peu pacifistes sur la guerre au Congo n'augurent aucun espoir de cessation des hostilités ou de signature d'un cessez-le feu dans un proche avenir si l'on prend en compte les prétentions selon lesquelles aussi longtemps que les interahamwe auront leur base arrière en RDC, il les poursuivra jusque dans leur dernier retranchement.

Sur cette question précise, justement, les paysans ne savent pas où donner de la tête et se demandent si cette option militaire d'en finir avec eux offre un moindre espace à un débat constructif et porteur d'espoir. Autrement, il s'agit d'une condamnation en bloc d'un groupe qui ne se retrouve pas d'un côté comme de l'autre ou tout simplement d'un

amalgame. Car si jamais ces interahamwe se dispersent jusqu'à l'atlantique, va-t-on étendre " ses " frontières jusque là pour assurer sa sécurité ?

Par ailleurs, les paysans s'inquiètent beaucoup lorsqu'ils voient sans cesse passer, dans des villages aussi discrets que Matungulu ou Siku ya Kufa, des soldats et officiers " étrangers ". Ils se demandent vers quelle autre terre promise ces cohortes avancent et si ces militaires en perpétuelle progression pourront être un jour concernés par une éventuelle ouverture des négociations.

Une autre crainte et non la moindre qu'ont les paysans est celle de se retrouver dans un forum si jamais ce débat national intercongolais a effectivement lieu. En effet, ils s'estiment continuellement " dribblés " par tous ceux-là qui se prétendent parler pour le peuple. Cette crainte, très fondée, relance l'éternelle question " qui représente qui " ou de " qui a reçu mandat de qui " pour parler en son nom. Le scénario de la CNS (Conférence Nationale Souveraine) risque de se reproduire. Et les paysans craignent que ce ne soient pas encore et toujours ceux-là qui sont toujours dans des avions et qui pour le moment ne vivent pas les atrocités de la guerre après avoir fui sous prétexte que leurs vies sont en danger qui les représentent et rééditent, triste parlementarisme de la CNS lorsque les paysans eux, premiers concernés pour qui on prétend parler, sont abandonnés à leur triste sort et ne sont même pas consultés pour s'exprimer sur leurs " représentant ".

Par contre, et ceci est un fait vérifié, les paysans ont accueilli avec joie et beaucoup d'espoir l'ouverture d'un débat intercongolais comme voie alternative de sortie de cette crise. Leur espoir est que cet événement constitue l'espace privilégié où tous les Congolais, surtout les belligérants pourraient se parler et exprimer, comme un seul homme, leur lassitude face à la guerre. Ce débat pourrait même consacrer la fin des hostilités et permettre à ceux-là, nombreux et perdus dans les villages, qui s'organisent tant bien que mal et essaient de faire des " petits pas " pour améliorer leurs conditions de vie. Ils sont très nombreux ceux-là qui croient fermement que malgré leur non-appartenance à la même ethnie ou tribu, plusieurs valeurs les unissent et que les aspirations fondamentales des peuples sont les mêmes. Ces valeurs et aspirations ne peuvent être annihilées par des recours aveugles à la violence, d'où qu'elle vienne. Les paysans banyamulenge et babembe des hauts plateaux d'Itombwe en territoire de Mwenga constituent un exemple à suivre.

Dans cette optique, ce débat devrait être une occasion, une chance à saisir pour sortir de cette spirale infernale que sont en train de nous imposer les “ intégristes ” et “ extrémistes ” de tout bord qui veulent suivre une ligne pure et dure. Il est donc encourageant et à encourager que des voix, à l’intérieur comme à l’extérieur du pays, s’élèvent non seulement pour dénoncer et déplorer la situation catastrophique ainsi que les conditions infra-humaines que connaissent les populations paysannes martyres mais surtout - et c’est la plus grande attente des sans voix - pour amener les belligérants à SE PARLER, à DIALOGUER, à NEGOCIER vraiment une issue pacifique et rapide à ce conflit qui déchire si cruellement la famille congolaise.

par Bernard Kitambala

Le dialogue national et les camps des réfugiés tutsi congolais au Rwanda et en Ouganda.

James Madison disait que “tous les gouvernements reposent sur l’opinion et que même le plus autocratique des souverains ou des tyrans ne pourrait accéder au pouvoir sans l’appui de ceux qui sont du même avis”⁹. Madison réfléchissait à partir de son expérience américaine et certainement qu’il n’a jamais prétendu que sa remarque pourrait porter sur toutes les trajectoires du pouvoir. Les particularités existent et la République Démocratique du Congo sur laquelle j’aimerais baser ma réflexion en est bien une.

Depuis la création de l’État indépendant du Congo, c’est le contrôle de ses richesses naturelles et minières qui dictent le type de gouvernement en place et non l’opinion de ses populations. A l’heure où le Congo Démocratique se retrouve embourbé dans une deuxième guerre dite de “Libération bis”, les accords de Lusaka prévoient que les populations congolaises expriment leurs opinions dans le cadre d’un dialogue national. Le contexte dans lequel les congolais devront s’exprimer est d’ores et déjà un contexte miné. Le pays est divisé en trois zones d’influence militaire. Plusieurs armées étrangères chacune avec son agenda propre sont en train de s’affronter sur le sol congolais. Le pouvoir du gouvernement à Kinshasa de Laurent Désiré Kabila crie à l’agression de son pays par les armées ougandaises et rwandaises. Les rebelles du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) dénoncent la dictature et le despotisme de Kabila et exigent son départ. L’armée rwandaise, quand elle ne se bat pas contre l’armée ougandaise, dit avoir un droit légitime de rester au Congo aussi longtemps que les Interahamwe et les ex-FAR se battent dans les rangs des troupes de Kabila. Quant aux populations congolaises elles ne comprennent pas ce qui leur arrive et ne souhaitent qu’une chose: la paix. Tous ces pions sur l’échiquier congolais ont chacun son opinion et sa vérité. Quelle chance y- a-t-il pour une palabre qui donnerait expression à toutes ces opinions et les canaliserait vers des résultats concrets et satisfaisants pour les différentes parties en conflits?

Au-delà des querelles internes entre les factions rebelles du RCD, des dissensions allant jusqu’aux affrontements armés entre les rwandais et les ougandais, d’un Kabila qui se veut garant de l’intégrité territoriale sans une véritable armée qui effectivement serait à la hauteur d’une telle tâche compte tenu de bandes armées de tout acabit prêtes à vendre leurs services à n’importe quel seigneur de guerre, le dialogue national que les congolais souhaitent doit inventer une nouvelle dynamique et nouvel état d’esprit. Dans l’imaginaire collectif congolais, l’expression “dialogue ou débat national” rappelle les assises de la conférence nationale souveraine de 1991 en décembre 1992. Cette palabre télévisée en direct fut sans doute une thérapie nationale et un exercice de gestion populaire du destin commun. Mais ses conclusions sont restées lettre morte. Notons que cette ouverture démocratique n’était pas en soi une initiative locale mais plutôt une initiative due à deux facteurs externes: la fin de la guerre froide illustrée par l’effondrement du mur de Berlin et la conférence de La Baule qui liait l’aide des pays du Nord aux notions de démocratie et de bonne gouvernance. Le dialogue national inter-congolais est aussi une émanation de deux guerres déclenchées depuis l’Est du pays et dans lesquelles les alliés externes jouent un rôle déterminant.

⁹ In Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, Race, Nation, Classe, La Découverte, Paris, 1997.

Mutations sur fond de violence

Toute discussion inter-congolaise significative devra tenir compte d'un changement profond qui s'est opéré dans la région des Grands lacs. Les deux guerres dites de "libération" du Congo montrent clairement que les initiatives locales sont capables de mettre fin à 32 ans de dictature de Mobutu, que les intérêts régionaux des pays voisins sont mal servis par un État congolais en déliquescence caractérisé par un vide de pouvoir et une absence continue d'une vraie force alternative, que les bandes armées incontrôlées aux multiples alliances peuvent maintenir le Congo dans un état de pourrissement et, à terme, plonger le pays dans une vraie "somalisation". A l'heure où nous écrivons ces lignes, la région de l'Ituri est à feu et à sang. Selon les témoignages recueillis, les conflits familiaux et inter-ethniques font des ravages dans la région de l'Ituri. A Djalasiga (entre Mahagi et Aru), des combats violents entre deux factions Alur qui se disputent la succession au poste de chef coutumier auraient fait plusieurs morts et blessés au mois de juin 99. A Rety et à Blukwa (région de Bunia) de sérieux combats opposeraient les Walendu et les Wahema Nord. A Nyankunde il y aurait des tensions entre les Hema Sud et les Bira. Les conflits ethniques sont décidément une réalité au Congo, mais s'ils sont en passe de devenir une fatalité, alors au-delà de tout dialogue, il faudrait aussi en tirer la conséquence logique que le Congo ne peut prétendre devenir une nation moderne et demeurerait dans ce cas fidèle à son statut d'origine, celui d'un Congo des comptoirs "à la merci des puissances économiques mafieuses et multinationales. A moins d'oser affronter une question de fond qui divise actuellement l'opinion congolaise, celle de savoir si un pouvoir fort et centralisé à Kinshasa serait une solution à la crise du Congo d'autant plus que son éclatement part toujours de ses provinces périphériques. Comme il est question d'un dialogue national, j'aimerais centrer ma réflexion sur les différentes opinions parmi les réfugiés Tutsi congolais qui sont encore dans les camps au Rwanda et en Uganda et leur regard sur un tel dialogue inter-congolais.

Bref rappel historique.

L'implantation des Tutsi congolais dans les provinces du Sud et Nord-Kivu s'est fait par plusieurs vagues successives. Joseph Mutambo¹⁰, fait remonter le clan de Abanyabyishi qui semble-t-il ferait le gros des Banyamulenge au XVIème siècle. Bourgeois¹¹ repris par Ngirabatware¹² mentionnent la présence au XVIème siècle des clans de Bagesera et Basigaba dans le Bweza, le Binza, et l'Itumbero et ayant comme leurs chefs les Bahima. Ils ajoutent aussi à la même époque la présence du clan de Basinga au Bukumu et au Bwishya, Jomba, Gisigari, Bwito et Kamuronsi. R. Kant¹³ fut un des derniers explorateurs à se rendre dans le Masisi en février 1899 au lac Mokoto et parle des "Watutsi aimables et simples, moins élégants que ceux de l'Urundi et du Rwanda parce qu'ils doivent travailler, qui vivent isolés ou en plus grand nombre comme à Kischari". Ces Tutsi du Gishari vivaient en bon terme avec leur chef hunde Kayembe. Ensemble, ils ont défendu le territoire de Gishari contre les bandes esclavagistes de Lukundula vers la fin du XIXème siècle.

¹⁰ Joseph Mutambo, Les Banyamulenge, Kinshasa, 1997.

¹¹ Bourgeois, Banyarwanda et Barundi, tome 1, Bruxelles, 1957.

¹² Ngirabatware Cyubahiro, Héritage Colonial, Histoire des ethnies frontalières du Zaïre: le cas des Hutu et des Tutsi du Kivu, Kinshasa, 1989.

¹³ Ngirabatware C., op. cit.

Dans la province du Nord-Kivu, la vague la plus importante de l'implantation des Banyarwanda (Hutu et Tutsi confondus) se situe historiquement entre les années 1937 et 1950. Selon Tondeur, "L'essentiel n'était pas de satisfaire totalement les populations déplacés ni tellement de dégorger les régions surpeuplées du Rwanda, mais plutôt d'ouvrir à la colonisation européenne une région fertile et inoccupée par les indigènes en y constituant des noyaux pouvant servir de réserve de main d'œuvre agricole"¹⁴. Les événements du Rwanda de 1959, 1963, et 1973 ont provoqué des vagues de réfugiés Tutsi qui se sont installés principalement à Kalehe, Ihula et Bibwe. Lors de l'indépendance du Congo en juin 1960, la loi fondamentale du 19 mai (reprise par la constitution de Luluabourg en 1964) reconnaissait le droit de citoyenneté à tous les habitants qui se trouvaient sur le territoire de l'ancienne colonie belge. Ainsi, la notion de citoyenneté commence avec l'indépendance pour tous les Congolais, car durant la période précédente tous les Congolais étaient indistinctement des sujets dépendant d'abord du roi Léopold II, et par la suite du gouvernement belge. La loi du 29 juin de 1981 ayant une valeur rétroactive retira en bloc le droit à la nationalité à tous les Congolais (zaïrois à l'époque) d'expression rwandaise. La notion de "nationalité douteuse" commence à se vulgariser à la même époque. Et c'est sur cette base que les Tutsi congolais se sont vus exclus des assises de la Conférence Nationale Souveraine en 1992. Cette exclusion qui pour nombre de conférenciers n'était qu'une question périphérique à la problématique "zaïroise" d'ensemble n'a levé ni tollé, ni indignation. Il en a été de même par rapport aux propos de l'ancien gouverneur du Nord-Kivu, Jean-Pierre KALUMBO, qui en mars 1993 déclarait que les autochtones devaient recevoir l'aide des FAZ pour exterminer les Banyarwanda, ni ceux du chef d'état-major des FAZ, le général Eluki, qui en novembre 1995 disait que les autres communautés ethniques du Nord-Kivu avaient raison d'expulser les Banyarwanda¹⁵. En effet, beaucoup de Tutsi ont fui vers le Rwanda suite aux attaques des Interahamwe qui faisaient quasiment la loi dans le Nord-Kivu depuis les flux de réfugiés Hutu rwandais en juillet 1994. Au printemps 1996, il y eut une vraie chasse à l'homme et la province du Nord-Kivu fut ethniquement purifiée de populations tutsi qui y restaient. Cette purification ethnique fut couronnée par la déclaration de l'ancien gouverneur du Nord-Kivu, Christophe Moto Mupenda le 12 avril 1996 qui, s'adressant à un groupe de 973 Tutsi congolais regroupés à l'hôtel de ville de Goma, dit que "s'ils ne veulent pas s'en aller, on ne peut pas leur garantir la vie et ils ont le choix entre l'expulsion et la mort"¹⁶. Ces Tutsi congolais furent accueillis dans un premier temps dans le camp Umubano à Gisenyi, ensuite dans le camp de Nyakiziba à Kibuye, et le camp de Mudende en commune Mutura qui finalement fut déplacé à Byumba après deux attaques successives en août et en décembre 1997 dans lesquelles périrent plus d'un millier de réfugiés. Trois jours après cette deuxième attaque du camp de Mudende, le 15 décembre 97, les rescapés regroupés au camp de transit de Nkamira furent visités par le ministre congolais de l'intérieur, M. Mwenze Kongolo, qui promit que leur rapatriement s'effectuerait à partir du mois de Janvier 98. Cette promesse ne fut pas tenue et les réfugiés sont toujours dans les camps.

La guerre de libération de Kabila.

¹⁴ cité par Bucyalimwe Mararo, Une rationalisation? Les migrations rwandaises au Kivu, Zaïre, in *Ambiguïté de l'innovation: sociétés rurales et technologies en Afrique Centrale et Occidentale au XXème siècle*, Ed. Safi, Québec, 1984.

¹⁵ Roberto Garreton, Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, 16 septembre 1996.

¹⁶ Garreton, op. cit.

Lors de la guerre de “libération” de Kabila, bon nombre de jeunes gens dans les camps des Tutsi congolais au Rwanda furent recrutés pour renforcer les troupes de l’ AFDL. Cette guerre suscita beaucoup d’espoirs parmi ces réfugiés. Ils voyaient dans cette conquête une possibilité de retourner un jour sur leurs collines. Quand Kabila fut au pouvoir, le sort des parents de ces jeunes qui avaient été le fer de lance des troupes de l’ AFDL fut renvoyé aux calendes grecques. La raison évoquée fut l’insécurité persistante imputée aux Interahamwe dans les zones de Masisi et Rutshuru. Ces réfugiés Tutsi congolais installés dans les camps au Rwanda n’ont jamais renié leur identité congolaise et ont en conséquence accepté de vivre dans les tentes en plastique depuis bientôt trois ans parce qu’ils veulent retourner dans leur pays au Nord-Kivu sitôt que les conditions de sécurité le leur permettent.

La guerre de libération contre Kabila.

Il a fallu une année pour que les forces de l’Alliance Démocratique pour la Libération du Congo qui avaient mis fin à 32 ans de dictature de Mobutu s’opposent entre elles, se retournant mutuellement les mêmes accusations qu’elles imputaient au régime Mobutu. Plusieurs auteurs ont tenté de comprendre pourquoi les alliés d’hier sont les ennemis aujourd’hui. Certains observateurs interprètent la crise actuelle du Congo en terme de pouvoir ou plutôt des appétits expansionnistes et impérialistes des Tutsi (cf le mythe de l’empire Hima/Tutsi), d’autres y voient un “devoir d’ingratitude”¹⁷ de Kabila à l’égard de ses alliés rwandais qui l’ont porté au pouvoir, d’autres enfin se demandent si derrière le chaos et les violences se profilent des mutations de sens et des recompositions géopolitiques susceptibles de s’imposer au continent et à la communauté internationale¹⁸. Je me limiterais dans cet article à l’impact de cette guerre sur les populations du Nord-Kivu et les points d’un dialogue significatif entre elles.

La province du Nord-Kivu et ses priorités.

AU Nord-Kivu, cette deuxième guerre a le mérite de s’attaquer en priorité au problème de l’insécurité que la guerre de conquête des villes de Kabila avait laissé derrière elle. Le rapatriement de plusieurs milliers des réfugiés rwandais qui s’étaient incrustés dans les zones de Masisi et de Rutshuru vient de se réaliser grâce à la co-opération des populations fatiguées et appauvries par les bandes armées qui leur font peser un lot des souffrances inouïes et de la misère. Les mêmes populations réclament en contre partie le rapatriement de leurs compatriotes réfugiés en Uganda, et au Rwanda pour s’engager ensemble dans la reconstruction de leur province. Le comité Hutu/Tutsi qui est le plus actif dans cet effort de conscientisation pour le retour des réfugiés rwandais travaille en collaboration et en concertation avec le “Barza” qui réunit les notables des autres groupes ethniques. Les populations du Nord-Kivu ont dans l’ensemble compris qu’il n’y aura jamais la paix si toutes les composantes de la province ne sont pas impliquées. Pour ces populations, le rapatriement des réfugiés Tutsi congolais est un impératif qui s’impose s’il faut rechercher des solutions à une paix durable. Les questions de fond existent toujours: la nationalité des populations banyarwanda, la pression démographique, le mode de production agro-pastorale dans un contexte de la rareté des terres, les haines ethniques et l’exclusion, le pouvoir

¹⁷ Colette Braeckmann, *L’enjeu congolais*, Fayard, Paris, 1999.

¹⁸ Jean-Claude Willame, *L’odyssée Kabila*, Khartala, Paris, 1999.

coutumier face à un Etat qui se veut moderne, la survie des groupes minoritaires, la participation des populations dans la gestion de la chose publique, etc... Les différentes communautés ethniques du Nord-Kivu sont dans l'obligation de se mettre autour d'une table pour discuter toutes ces questions et faire des propositions concrètes. Même la question de la nationalité des banyarwanda et des banyamulenge ne concerne au premier chef que les seules populations du Kivu qui vivent avec eux. En quoi le quotidien d'un Hutu de Masisi ou d'un Tutsi de Rutshuru ou d'un Munyamulenge de Minembwe intéressent un Muyombe du Bas Congo ou un Yaka de Bandundu? La réponse est claire: en rien. Ce qui n'est pas le cas d'un Hunde de Masisi ou un Nande de Nyamilima ou un Bembe de Fizi qui doivent d'une façon ou d'une autre forger une vie ensemble avec les Tutsi et les Hutu d'autant plus que l'exclusion des uns et des autres ne semble apparemment arranger aucun groupe. Le dialogue inter-congolais devrait d'abord commencer par un dialogue provincial avant d'être une palabre nationale. Plusieurs faits récents montrent la pertinence d'initier une culture de discussion et de négociation du bas vers le haut. Dans le rapport final de la conférence provinciale sur la reconstruction en province du Nord-Kivu¹⁹, la commission a fait montre de la capacité des populations locales d'établir une hiérarchie de valeur parmi les problèmes qui les concernent et de proposer des solutions concrètes et ouvertes à l'amélioration. Une telle méthode de travail devrait inspirer tout dialogue inter-congolais qui souhaiterait avoir des résultats concrets. Chaque province a ses particularités et dans le cas du Nord-Kivu qui connaît les violences ethniques depuis mars 93, les populations ont besoin de se parler et de chercher ensemble les voies et moyens d'une coexistence pacifique. Les exemples dans ce sens abondent.

La haine ethnique et médiation communautaire.

Le conseil des sages de Goma, connu sous le nom de "Barza" s'est réuni le 22 juin 99 à la demande de la communauté nande pour traiter un problème qui avait semé la panique parmi plusieurs habitants de la ville de Goma. Il s'agissait d'un tract rédigé en français et en kinyarwanda exhortant l'union de "la trinité rwandaise": Gahutu, Gatwa, Gatutsi et incitant à l'intimidation des autres groupes ethniques. Créée pour être une plateforme de discussion et de concertation entre diverses communautés ethniques, le "Barza" est effectivement un forum idéal où un tract aussi sensible portant sur l'intoxication, la haine et l'exclusion peut être discuté et où l'on peut dégager une ligne de conduite et une stratégie d'ensemble. Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur un tract anonyme, la réunion du "Barza" s'est terminée par un communiqué commun condamnant les auteurs du tract, demandant aux autorités compétentes de les poursuivre et réaffirmant l'unité de toutes les ethnies originaires du Nord-Kivu. Cette réunion du "Barza" est significative. Elle fait clairement ressortir le genre des priorités auxquelles les différentes provinces sont confrontées dans cette crise que traverse le Congo Démocratique. Elle permet aussi de recentrer de manière réaliste le type de débat propre à chaque province à l'heure où les congolais veulent tenir un dialogue national.

Concertation communautaire dans la gestion administrative.

Un procès verbal du 5 octobre 98 d'une rencontre entre de représentants de différentes communautés ethniques de la zone de Masisi (Hunde, Hutu, Tutsi et Tembo) fait état des propositions de ces communautés dans la désignation des agents administratifs du

¹⁹ Willame, op. cit.

territoire. Ces communautés se sont mis d'accord sur le fait que les chefs coutumiers seront désignés par la coutume comme par le passé. Et ensemble elles ont proposé une liste des autorités administratives du territoire et émis le souhait de créer cinq cités dans le territoire de Masisi, à savoir: Masisi centre, Sake, Kitchanga, Ngungu et Pinga et ont nommé leurs chefs respectifs. Ces propositions ont été retenues par le département de l'administration territoriale et la plupart de candidats désignés par les communautés qui se sont présentés sont encore aujourd'hui à leurs postes.

Rendre la parole au peuple.

L'initiative du département de l'administration territoriale de créer les organes délibérants dans la zone contrôlée par la rébellion a été accueillie avec satisfaction par les différentes communautés et les remarques faites à notre disposition sur ce projet sont plutôt constructives. Ce projet aimerait confier directement à l'ensemble de la population le soin de prendre elle-même les décisions nécessaires à la bonne marche des affaires publiques. Ce qui désamorcerait les tensions des groupes qui se sentent marginalisés ou oubliés par les pouvoirs publics. A titre d'exemple, selon plusieurs sources interrogées, il semblerait que la grande force des mai-mai dans les zones de Masisi, Kalehe et Walikale serait issue de jeunes combattants tembo. Cette communauté ethnique à cheval sur les trois zones de Kalehe, Masisi et Walikale revendiquerait une entité administrative qui lui serait propre. La création des organes délibérants dans lesquels les populations se sentiraient responsables des décisions qu'elles prennent ne serait-elle pas une première réponse adéquate aux aspirations d'auto-gestion d'un groupe comme celui des Tembo?

Toutes ces initiatives pratiques illustrées ci-dessus au Nord-Kivu correspondent aux vraies préoccupations de ses populations. Le lieu idéal pour en discuter et faire des propositions réalistes et significatives ne peut être qu'un dialogue au niveau provincial et non une palabre interminable à Kinshasa. Les compromis négociés par les divers groupes serait une initiation d'un nouveau jeu politique qui aurait toutes les chances d'introduire les solutions pour une paix durable. Les autres communautés ethniques du Nord-Kivu exigent le retour de Tutsi congolais réfugiés au Rwanda et en Ouganda pour venir participer dans cette dynamique de reconstruction et de pacification. Ceci est d'autant plus justifié que les Tutsi congolais courent le risque de rater le train qui se met en marche sans eux si leur rapatriement continue à piétiner. Cependant, si les communautés du Nord-Kivu inspirent de l'optimisme quant à l'intégration de toutes ses composantes, on ne dirait pas de même pour l'ensemble du pays où la route paraît encore longue. Les deux guerres du Congo ont libéré des sentiments de xénophobie et de haine contre les Tutsi que le dialogue national souhaité par les congolais risque de se réduire à une simple équation: les Tutsi versus les autres. Ce qui serait dommage et rendrait cet exercice non seulement improductif mais aussi inutile.

Quelle part des tutsi dans le dialogue national

L'exclusion des Tutsi congolais aux assises de la CNS est un incident malheureux qui leur est resté dans la gorge. Ils ont dans l'ensemble développé un complexe de "citoyen de deuxième classe" qui a exacerbé en eux un vif sentiment de survie collective. Leur engagement dans les armées du FPR devenu APR, dans les troupes de l'AFDL de Kabila ou dans la rébellion du RCD en cours en sont les conséquences logiques. S'ils sont aujourd'hui prêts à verser leur sang, c'est pour que leurs enfants et descendants puissent jouir des mêmes droits et devoirs au même titre que n'importe quel congolais.

Ce qui est loin d'être gagné. Dans un rapport de la société civile du Sud-Kivu intitulé "Rapport sur la situation qui prévaut actuellement dans la province du Nord et du Sud-Kivu" (juillet-août 1998), les auteurs font une série de propositions sous forme de contribution pour l'établissement de la paix. Ils suggèrent neuf propositions et le point no 6 stipule "que les autorités provinciales et celles des entités politico-administratives ne soient pas d'une nationalité douteuse". D'aucuns n'ignorent que le vice-gouverneur du Sud-Kivu est un Munyamulenge et que le gouverneur du Nord-Kivu est un Tutsi de Rutshuru. Mon intention ici n'est pas de m'étaler sur leur compétence ou non dans l'exercice de leur fonction ou sur le type de représentativité et à quelle proportion. Ce qui semble inacceptable dans les têtes des auteurs du rapport, ce qu'un Tutsi soit une autorité provinciale. La contribution des Tutsi dans un dialogue inter-congolais serait effectivement de mettre fin une fois pour toute à la notion de "citoyen de deuxième classe" pour n'importe quel groupe ethnique du pays quel qu'il soit. A compétence égale, les chances devraient être égales. Le concept de "l'État de droit" qui est dans la bouche de plusieurs Congolais, c'est aussi l'égalité des chances et des opportunités. Et le prix pour accéder à cet "État de droit" passera forcément par l'inclusion et non l'exclusion de toutes les composantes du pays.

Les ressentiments anti-tutsi amplifiés au pur et simple racisme sont condamnables et toute personne de bonne volonté a le droit et même le devoir le combattre. A fortiori les Tutsi eux-mêmes. Cependant, le fait que les enfants des Tutsi viennent de gagner militairement deux guerres (au Rwanda et au Congo) et sont profondément engagés dans une troisième, ne devrait pas induire en eux un triomphalisme quelconque ou un complexe de supériorité. Au contraire. Il revient aux Tutsi de comprendre que leur survie ne peut en aucun cas être assuré par le fusil ni dans le court ni dans le long terme. C'est dans leur intérêt d'initier dans le cadre d'un dialogue inter-congolais une politique de conciliation basée sur le respect de l'autre. L'amour du prochain ne s'impose pas, il se donne gratuitement. Mais le respect de l'autre est un préalable incontournable pour toute vie en société.

Quel dialogue dans un Congo toujours convoité?

L'avenir du Congo Démocratique ne me semble pas être dans les seules mains des congolais. Les accords de Lusaka qui viennent d'être signés et ouvrent une porte d'espérance et une occasion pour les congolais de se mettre autour d'une table pour discuter du destin de leur pays.

Mais le Congo est hanté par ses fantômes à la genèse de sa création. Si le roi Léopold II à la tête d'un petit pays comme la Belgique a pu se tailler une colonie à l'échelle d'un continent, c'est parce qu'il permettait que les autres puissances coloniales et commerciales puissent établir leurs propres comptoirs pour exploiter les richesses naturelles et minières dans les États indépendants du Congo. Ainsi la liberté commerciale dans un va et vient qui inaugure le premier marché libéral sur le continent africain a permis la naissance du Congo tel que nous le connaissons.

Devenu colonie belge, les grandes puissances ont toujours eu un accès facile aux ressources du Congo. C'est ainsi que pendant la deuxième guerre mondiale la Belgique signa avec les américains un contrat de 10 ans d'exploitation de l'uranium grâce auquel les premières bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki furent construites. Si Mobutu a tenu pendant trois décennies, c'est parce qu'il a su emboîter le pas à ses prédécesseurs belges et endormir son peuple dans un jeu politique savamment articulé autour de l'idéologie de l'authenticité, le jeu, la musique et la danse. Kabila ne semble pas être en reste. Il a pu financer son effort de guerre grâce aux spécialistes

d'investissement à haut risque qui se bousculaient autour de lui à Goma et à Lubumbashi pour décrocher un contrat d'exploitation minière. Dans cette deuxième guerre en cours, les enjeux autour du pétrole à l'embouchure du fleuve Congo, les mines du Katanga, l'or et le diamant du Kivu et de la Province Orientale ainsi que d'autres minerais sont déterminants et constituent le vrai moteur de la machine de guerre.

Les accords de Lusaka offrent une opportunité aux congolais de se parler. Indépendamment de ce qu'ils peuvent se dire ou décider entre eux, les vrais accords de Lusaka susceptibles de dénouer la crise seront en fait les accords entre belligérants autour des ressources naturelles et minières du Congo. Il y a nécessité pour qu'une vraie force congolaise inclusive et réaliste émerge afin de négocier la part de ses populations et s'ériger ainsi en vrai partenaire pour défendre leurs intérêts. Sinon, le Congo Démocratique aurait encore une fois du mal à vivre autre chose que sa vocation du début, celle d'un Congo des comptoirs.

Aloys Tegera
Septembre 1999

La problématique du dialogue intercongolais et la sécurité au Sud-Kivu

Introduction

La province du Sud-Kivu a le plus payé les frais de toutes les guerres dites de libération; elle présente par ailleurs des spécificités au regard des problèmes de cohabitation inter-communautaire, d'immigration, de frontière avec le Rwanda et le Burundi. C'est aussi au Sud-Kivu où des massacres ont été enregistrés en cascade, où des déplacements massifs des populations continuent. Il y a lieu de se demander comment le Sud-Kivu peut espérer à la paix véritable et durable à partir d'un débat des "Kinois" qui ne maîtrisent pas certains enjeux et milieux, du gouvernement de Kabila longtemps coupé des réalités du Sud-Kivu, du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) pour qui les motivations de toutes ses actions semblent plus externes qu'internes, ... Des dispositifs pour soulager la population du Sud-Kivu doivent être conçus d'abord par les intéressés eux-mêmes, croyons-nous.

Depuis l'annonce du dialogue national ou des négociations politiques intercongolaises consécutives au processus de l'accord de cessez-le-feu, les spéculations autour d'une paix future éventuelle au Congo sont partagées par toutes les couches de la population du Sud-Kivu. Certaines personnes y trouvent effectivement la voie de sortie de la crise nationale, d'autres estiment que les enjeux sont encore multiples et tous les espoirs ne ont pas encore permis.

Les conflits armés qui ont déchiré le pays ont eu des conséquences innombrables qui se situent à plusieurs niveaux : local, national et régional. A cet égard, nous estimons que tout débat intercongolais au niveau national devrait être précédé par les deux autres dimensions (local et régional). Dans ces réflexions, nous focalisons notre attention sur la province du Sud-Kivu avec comme préalables, d'abord un "oui" pour le dialogue national, mais accompagné d'une question "quel agenda et quel avenir pour le Sud-Kivu?" Ensuite, il sied de considérer que la population de cette province devra compter sur ses propres atouts sans ignorer toutes les préoccupations au niveau national et international. Enfin, les deux groupes de belligérants (Rassemblement Congolais pour la Démocratie, Mouvement de Libération du Congo et le Gouvernement Kabila), n'arrivent pas à présenter un projet de société à partir duquel les populations pourraient dégager les priorités et les intérêts portés sur les différentes provinces et

plus particulièrement sur le Sud-Kivu considéré comme le berceau de toutes les "libérations" et qui subit les effets de toutes les guerres de façon exemplaire ou spécifique.

En définitive, pour le Sud-Kivu, le débat intercongolais sera pertinent si les belligérants offrent à la population "autre chose" que le sifflement des balles, les querelles, l'auto-glorification la misère, les tueries. C'est dans ce contexte que nous nous demandons comment le Sud-Kivu pourrait devancer et influencer les événements ainsi que envisager les voies de développement qui lui sont appropriées tout en tenant compte de l'environnement global et en attendant le fameux dialogue national. L'idéal est de contribuer à ces assises avec des propositions concrètes et concertées au niveau provincial sans se plonger dans un processus attentiste ou dans une certaine naïveté ignorant le fond des agendas des belligérants dans lesquels la course au pouvoir et les intérêts personnels priment au détriment du bien-être des populations soumises à toutes les dures épreuves et contraintes à développer des angoisses diverses.

Les angoisses déterminantes de la population du Sud-Kivu

Les obstacles majeurs à la paix et au développement du Sud-Kivu résident à plusieurs niveaux et s'expriment sous forme d'angoisses dont les principales sont:

- les massacres et la criminalité persistants,
- les troubles incessants chez le voisins,
- la lassitude de la "communauté internationale",
- la manipulation de la population.

Le Sud-Kivu est réputé comme le foyer des milices de différents groupes ethniques. Au niveau strictement interne, les "maï-maï" et le groupe banyamulenge inquiètent la population surtout dans les villages. Lors des affrontements celle-ci est victime des exactions atrocités de tout genre: viol, vol, destruction méchante, massacre, meurtre, etc. Le passage des uns ou des autres ne génèrent que la désolation, le mépris de la valeur humaine au profit des agendas privilégiant la question de nationalité, l'exclusion, la vengeance, la culture de tuerie et de destruction, ... En présence d'un tel tableau, que peuvent faire les populations dépourvues de tout moyen de défense?

Dans la même logique de conflits, la guerre du Rwanda (de même que celle du Burundi) a été portée jusqu'au Congo et à ce jour certaines milices d'origine rwandaise sont localisées au Sud-Kivu et causent autant d'autres désolations aux populations autochtones. Dans la même province, la présence des soldats rwandais et burundais est notable; elle n'est pas innocente dans l'insécurité de la population et la situation humanitaire désastreuse. Cette population peut-elle un jour espérer le rapatriement de différents groupes armés étrangers?

Depuis quelques mois, ce retour a été annoncé par l'opinion internationale et beaucoup de forums privilégiant cette voie ont été organisés. Après de multiples tergiversations sur la présence ou l'absence des troupes étrangères, les communautés internationales ont fini par dénoncer leur présence. Les camps qui s'affrontent font souvent la sourde oreille aux pressions extérieures. En dépit des efforts fournis, les alliances entre les belligérants et ces troupes ne sont pas de nature à sécuriser les habitants du Sud-Kivu pour qui la paix dépend de l'engagement et des préoccupations politiques ainsi que de la situation sécuritaire de deux pays frontaliers à savoir le Rwanda et le Burundi (pour le cas du Sud-Kivu). Quelle démarche entreprendre pour amorcer le processus de concertation et de négociation avec les dirigeants de ces pays? Faut-il attendre une solution de l'extérieur?

Certes, des initiatives pour juguler les différents maux peuvent exister, mais elles doivent être analysées, canalisées et coordonnées. Cette responsabilité doit être assumée. La "société civile", les églises et d'autres groupes s'offrent comme des pistes de solution mais devant la dispersion des efforts et la divergence des intérêts, il se révèle un manque criant de leader. Tout le travail de fond est laissé à une multitude d'interventions médiatiques provenant des sensibilités diverses avec des visées multiformes. D'où la population est souvent désorientée par rapport à ses propres intérêts. Les manipulations orchestrées des populations sont souvent l'expression des ambitions individuelles, des oppositions entre groupes ethniques ou groupes d'intérêts où sont cultivés le refus, l'exclusion, l'élimination physique de l'autre au nom d'une différence quelconque. Le drame actuel est qu'il se crée surtout en ville une division en deux camps où par exemple le munyamulenge se dresse en opposition contre les autres ethnies en clamant la "protection des minorités" à laquelle on oppose les "droits de la majorité". Ce genre de dichotomies n'est pas susceptible de favoriser un climat de paix, de concorde, d'intégration sociale, de cohabitation, de sécurité et de développement. Le Sud-Kivu aura-t-il un meneur d'hommes capable de prendre en

charge cette responsabilité et de se constituer en un leader d'opinion véritablement kivutien et gagné aux intérêts du Sud-Kivu et du Congo? Espérera-t-il le retour des certains cerveaux et cadres qui ont fui?

Certes, un seul homme ne saura pas se tirer d'affaires, faut-il aussi qu'il soit soutenu et que la population soit disposée à affronter ses propres problèmes avec détermination et lucidité pour retrouver des voies de sécurité, de développement à proposer à l'éventuel prochain forum national.

Quelques éléments de l'agenda pour le Sud-Kivu

Au regard de l'ensemble de considérations et questions évoquées ci-haut, des pistes diverses peuvent être proposées pour prendre en compte la plupart des préoccupations des populations du Sud-Kivu. En estimant que le vrai Congo partira des provinces, le dialogue intercongolais aura un sens pour les Kivutiens dans la mesure où des questions de la restauration de la tranquillité publique, la sécurité et la paix durables pour tous et partout seront traitées et résolues. Ces questions sont déterminantes pour tout processus de développement, de remise en place des infrastructures sociales (formations médicales, institutions éducatives, moyens de communication), de reconstruction nationale. Sans prétendre à l'exhaustivité et à la chronologie des événements, nous pensons aux préalables ci-après pour le Sud-Kivu avant de s'engager dans le forum national:

- l'organisation d'un dialogue intra-communautaire où la question de pacification, de cohabitation, de développement sera discutée pour éviter des clivages dualistes, gérer la crise de méfiance, redéfinir des stratégies de développement communautaire;
- l'organisation d'un dialogue intercommunautaire impliquant toutes les représentants des communautés ethniques en conflits, des communautés ethniques armées et non armées;
- l'organisation d'une rencontre provinciale où seront débattues toutes les questions sensibles parmi lesquelles figurent:
 - le désarmement de différentes milices ethniques et des populations civiles
 - l'identification des militaires congolais
 - la constitution d'une armée nationale

- l'enrôlement volontaire des miliciens
- les modalités d'approche et de concertation des différents groupes armés internes et étrangers
- la nomination aux postes de responsabilité
- la réorganisation de la police
- l'immigration et la nationalité

Cette rencontre devra impliquer le pouvoir politique, le pouvoir coutumier, le pouvoir militaire, l'administration, les représentants des communautés ethniques et des milices, la société civile, les églises;

- l'organisation d'une commission mixte (société civile, RCD, Organisations internationales et humanitaires) de concertation avec les pays voisins sur les questions de réfugiés, de milices, les problèmes politiques qui déchirent le Rwanda, le Burundi et l'Est du Congo;
- l'organisation d'une campagne de sensibilisation de la population à tous les niveaux et dans tous les coins sur le dialogue intercongolais et les préoccupations du Sud-Kivu.

L'intérêt de toutes ces rencontres est de préparer un schéma pour que le Sud-Kivu puisse dégager les axes d'une paix durable et globale, prôner des actions concrètes de développement, trouver son compte dans le forum national qui sera organisé, avec l'espoir que tous les acteurs s'engageront, que le dialogue sera franc et abordera tous les problèmes politiques, militaires, et socio-économiques du pays.

Par Murhega Mashanda



Au-delà du dialogue national : à quand le nouveau bulamatari * ?

Le Continent Africain de cette fin du 20ème siècle présente un tableau dont les filles et fils de cette partie du monde ne peuvent être fiers. Près d'un demi siècle après l'indépendance de la plupart des pays africains, le bilan ne présente pas un actif reluisant. De même, les perspectives d'avenir ne semblent pas offrir une grande lueur d'espoir pour tout observateur qui a le courage de regarder la réalité en face.

En effet, sans nécessairement tomber dans l'afro-pessimisme, force est de reconnaître que le continent africain est une terre de souffrance et de misère. Son image est celle d'un éternel recommencement, celle d'une terre où l'homme est assis sur des richesses gracieusement héritées de la nature mais dont l'exploitation et la jouissance reviennent aux autres ; pendant que l'Africain continue à déployer une grande énergie pour, tout simplement, continuer à subsister.

S'il paraît clair que l'Africain doit se battre sur plusieurs fronts en même temps, il me semble que le fléau des luttes ethniques constitue un défi majeur à relever à cette fin du siècle.

Le monde vit sur une idée européenne, pas très vieille d'ailleurs, celle de l'Etat-nation. C'est une œuvre que l'Europe colonisatrice a apportée à l'Afrique pour mieux organiser son exploitation et son « développement » sur le modèle du maître colonisateur.

Cependant, ce vieux continent a encore lui-même du mal à mettre complètement en œuvre ce modèle. Combien de siècles a-t-il fallu à la France pour forger son unité ? Et à la Belgique ? Peut-on parler de l'unité de ce pays quand les communautés qui le composent vivent encore aujourd'hui à couteaux tirés ? Que dire de la situation que connaissent les Balkans depuis quelques années ?

Je ne crois pas qu'il faille rejeter purement et simplement la notion d'Etat-nation. L'Afrique a hérité de la colonisation un certain nombre d'entités considérées comme des Etats. La plupart ont été forgés artificiellement mais ils ont l'avantage d'exister. Ces

* Bulamatari: du Kikongo, le concasseur de pierres lors de la construction du chemin de fer Matadi-Kinshasa. Au fil du temps le Bulamatari est devenu synonyme de "autorité de l'Etat" et de l'Etat tout court.

Etats sont eux-mêmes constitués de diverses communautés –les tribus ou ethnies, les régions, les clans – ayant souvent chacune ses propres valeurs, sa propre histoire.

Ces communautés appartiennent souvent à plusieurs Etats à la fois car les frontières tracées par les colonisateurs n'ont pas tenu compte de cette réalité. Et les Africains ont toujours eu peur d'affronter cette question avec courage, se cachant continuellement derrière des principes d'intangibilité des frontières.

Le résultat de cette politique de l'autruche est visible aujourd'hui : le fléau des luttes ethniques est en train d'envahir tout le continent. C'est ainsi, par exemple, qu'au Cameroun le sacre du nouvel Evêque catholique de Yaounde a créé une crise sans précédent : le prélat étant originaire de l'ouest (Bamileke), les habitants du centre sud (les Betis) n'ont pas accepté la nomination de cet «étranger » à la tête de leur diocèse. A cet effet, ils ont organisé des manifestations de grande envergure pour empêcher les cérémonies du sacre.

Plus grave encore, beaucoup de guerres que connaît l'Afrique de cette fin du 20^{ème} siècle finissent par prendre une coloration de luttes ethniques ou en tout cas de la recherche de l'autonomie d'une communauté. Le Sénégal qui a longtemps été considéré, par certains, comme une réussite en expérience démocratique souffre aujourd'hui de violences dans la région de la Casamance.

Au Congo Brazzaville, la lutte pour le pouvoir a fini par opposer les Nordistes (Mbushi) aux Sudistes (Bakongo, Bateke). En Angola, ce qui était considéré comme une guerre entre des partis politiques prend de plus en plus une tendance de luttes ethniques entre les Ovimbundu (de l'UNITA) contre les gens de Luanda ; les Bakongo du Nord, marginalisés, lèvent la voix pour leur autonomie. La liste est longue : les Ndebele contre les Shona au Zimbabwe, les Yoruba contre les Haoussas au Nigeria, les Malinke contre les Soussous en Guinée Conakry, ... sans parler de l'humiliation qu'a fait subir le Président zambien à son prédécesseur Kaunda traité d'étranger ou du conflit entre le Président Ivoirien et son opposant politique Alassane Ouattara (ancien Premier Ministre) dont la nationalité ivoirienne est remise en question. Ce dernier cas pourrait provoquer de la violence entre les Senoufos du Nord, ethnie de Ouattara, et les Akan (tribu du Président Ivoirien).

L'Afrique ne pourrait pas se tirer de l'imbroglio décrit ci-dessus si elle n'accepte pas de tenir désormais compte des particularismes sur le continent et penser les Etats autrement. La tâche est extrêmement difficile car il s'agirait d'avoir le courage de remettre en question la situation actuelle pour chercher une autre forme d'Etat convenant mieux à l'histoire et à la sensibilité africaines, au lieu de s'accrocher à tout prix à la soit disante unité nationale dans sa forme actuelle.

C'est dans l'optique de l'analyse faite ci-dessus que je situe l'un des aspects de la complexe crise profonde que vit depuis quelques temps la République Démocratique du Congo.

Le Congo démocratique, vaste pays bien situé au cœur de l'Afrique, ne peut pas être épargné par un mal qui affecte les autres pays africains alors qu'il partage ses frontières avec neuf pays voisins et comprend en son sein plusieurs ethnies à cheval entre son territoire et ces autres pays.

En plus, à sa création en tant qu'Etat, le Congo a été considéré par les colonisateurs, ayant fait le découpage de l'Afrique, comme un « Free State ». C'est cette appellation qui figure sur les premières cartes sorties après le tracé des frontières. Cet « Etat libre a été créé pour accueillir tous les marchands à la recherche de produits divers et de gains faciles. Alors que tous les autres pays étaient confiés à telle ou telle puissance colonisatrice, le Congo est donné au Roi des Belges, Léopold II qui n'hésite pas d'en faire un domaine privé qu'il cédera à son royaume plus tard.

A l'époque de Léopold II et plus tard quand l'Etat Belge gère le Congo, ce pays est perçu comme une réserve inépuisable de matières premières. Afin d'extraire le plus de richesses, les Congolais paient très cher dans la campagne de triste mémoire pour l'extraction du caoutchouc. Des recherches ont démontré que des millions de personnes ont perdu leur vie dans des travaux forcés.

L'Etat que les Belges instaurent au Congo est un Etat répressif dès le départ. Il a mission de faciliter le pillage du pays par les colons et les autres aventuriers en quête de marche.

Pour veiller à la bonne conduite de ces opérations, il met en place un système policier dont le fleuron sera la fameuse Force Publique (Armée Nationale).

Pendant la deuxième guerre mondiale, les alliés se retourneront fortement vers les bras des Congolais pour le financement de la guerre. Ainsi, l'uranium de Katanga servira pour la fabrication par les Américains, de la bombe atomique qui a détruit Hiroshima.

Cette forme d'Etat inspirera les nouveaux chefs dès le début de l'époque de l'indépendance.

Il ne pouvait en être autrement car ils avaient été formés à l'école du colonisateur. Nombreux d'entre eux venaient de la classe des « évolués », ce qui ne signifiait autre chose que: un Congolais sorti du lot de ses frères et sœurs pour ressembler au maître dans sa façon de vivre. Au départ des Belges, lors de l'indépendance, ils seront considérés comme « les nouveaux Blancs ».

L'homme qui reçut le mandat de veiller à la destinée du Congo, d'abord dans l'ombre (1961 – 1965), puis comme chef de l'Etat (1965 – 1997), était le pur produit de ce que nous venons de voir ci-haut: caporal dans la Force Publique, évolué à Léopoldville (nom de la capitale à l'indépendance), il n'avait aucune autre référence de l'Etat pour changer la situation.

Mais pire encore, il sera un mélange de l'occident et d'un chef coutumier africain.

Feu président MOBUTU - parce que c'est de lui qu'il s'agit - disait qu'il fallait le considérer comme un chef coutumier. Son accoutrement (toque de léopard, canne de chef) répondait à cette image qu'il voulait donner de lui même.

Ainsi, commence à naître le nouveau type de chef d'Etat d'après l'indépendance :

- il est chef suprême supposé détenteur de la sagesse ;
- il est répartiteur des richesses à ses sujets sur lesquels il s'arroge le droit de vie et de mort ;

- le caractère monarchique de son pouvoir crée autour de lui une cour au sein de laquelle fonctionne un système basé sur des intrigues, seule voie pour faire partie des institutions de l'Etat ;
- la notion des institutions est inexistante alors qu'elle constitue la source de tout Etat moderne ;
- il devient inacceptable (même dans l'imaginaire populaire) de créer de l'opposition contre un tel chef.

Toutefois, il faut noter ici que le Congo démocratique n'a pas l'apanage de cette forme d'Etat qui n'est ni moderne, ni traditionnel. Plusieurs autres Etats africains se sont inscrits dans cette logique en faisant parfois semblant de faire vivre la démocratie à leurs populations, à travers l'élection présidentielle au suffrage universel.

A quelques rares exceptions près, ce type d'élection en Afrique devient vite ethnique : les différentes ethnies ont chacune tendance à se regrouper autour du candidat issu de leur groupe en visant la redistribution des richesses nationales. Thierry Michalon, maître de conférences à l'Université des Antilles et de la Guyane, dira : « l'élection du président au suffrage universel constitue un obstacle efficace à la pénétration dans les esprits de cette notion essentielle selon laquelle, au sein de l'Etat moderne, le bon gouvernement ne doit pas être attendu d'un bon chef, mais de bonnes institutions ». Il ajoutera : « la démocratie représentative ne se réduit pas à la liberté d'expression et au pluralisme du scrutin. Elle signifie l'élaboration pacifique d'un compromis (et non pas d'un consensus) entre les attentes parfois opposées de catégories sociales ayant des intérêts distincts, voire contradictoires ».

Le Congo démocratique de la fin de ce 20^e siècle est très loin de tout cela. Kabila n'a pas tardé à se manifester comme un chef à l'image de Mobutu : il s'est vite entouré du clan en provenance de son village, il a confondu les biens publics et ses propres intérêts, il a rapidement mis en place une machine pour développer le culte de sa personnalité, il a rejeté et écrasé toute opposition à son pouvoir. Comme si tout cela n'était pas suffisant, ce chef d'Etat a appelé la population à massacrer une composante du mosaïque ethnique congolais : les tutsi.

L'Etat congolais a été mal pensé dès le départ. Il est respecté et aimé seulement à travers le prisme de son sous-sol : diamant, or, cuivre, uranium, ...

Ses richesses humaines n'intéressent personne. Les Congolais eux-mêmes ne connaissent pas leur pays et ont du mal à s'en réapproprier. S'ils ont toujours été attirés par la capitale Kinshasa, ville dans laquelle s'agglutinent à peu près 6 millions d'habitants, ils ne savent rien sur ce qui se passe à : Kopolowe, Bafwasende, Minembwe, Nyunzu, Misele, Kipwala, Popo Kapabaka, Kitutu, Titule, Mbulula, Lutiba, Kibombo, Ubundu, Kimpese, Mweneditu, Kazimia, Ikela, Chiherano,...

Pour eux, et pour les étrangers, n'existent que Kinshasa et les villes minières constituant ce que beaucoup appellent le « Congo utile » : Kolwezi, Mbujimayi, Tshikapa, Kisangani, Kalima, Kilomoto, ...

Jusqu'à présent, aucun Etat ne s'est formé pour créer un nouveau Congo. Un tel Etat devrait être basé sur une bureaucratie fonctionnelle et compétente et non sur le clientélisme qui donne naissance à la corruption.

Au contraire, le Congo a produit, au fil de temps, un Etat criminel qui pille, tue et offre à divers aventuriers un point de départ pour déstabiliser les pays voisins. Un tel tableau ne peut conduire qu'à la guerre et c'est cela que nous vivons aujourd'hui. C'est parce que le Congo reste ce ventre mou de l'Afrique centrale que cela a été possible. C'est parce que le Congo est toujours dirigé par des personnes qui se sont accrochées au pouvoir depuis 40 ans qu'il reste malade de lui-même. Dans un pays où l'espérance de vie n'est que d'à peu près 48 ans, la plupart des femmes et des hommes au pouvoir ont plus de 60 ans. Ce sont ceux-là qui prétendent se réunir bientôt dans un dialogue national pour sauver le Congo.

De ceux - là, ne naîtra certainement pas le rassembleur qui pourrait redonner au peuple congolais : sa liberté, sa dignité et le sens de responsabilité.

La cure pour le mal profond congolais ne peut venir que des Congolais qui comprennent que le nouveau monde est celui des interdépendances incontournables.

Le dialogue national sera-t-il le premier pas vers cette prise en charge par les Congolais de leur devenir ? Au vu de l'expérience du passé récent, j'en doute. La

conférence nationale souveraine de 1991-1992 a fini ses travaux sans résultats durables.

J'ai peur que les Congolais se réunissent pour, une fois encore, parler du partage de gâteau entre les élites qui ont vieilli au pouvoir. Et cette fois-ci, ils discuteront en tenant compte de plusieurs intérêts des pays voisins impliqués dans la guerre actuelle.

La tâche est gigantesque et les moyens fort limités. Le salut du Congo sera peut-être celui d'oser ouvrir la boîte de Pandore d'où sortiraient le Bulamatari accompagné d'un nouveau type d'Etat. Sinon, de nouveaux rebondissements de la crise sont toujours possibles.

par Jean-Pierre Lindiro Kabirigi

Septembre 1999.